

**LIRE PAGE 6**

**Directeur : Jacques Fauvet**

Algérie, 1,70 fr.; Maroc, 1,80 fr.; Tunisie, 1,80 fr.;  
 Allemagne, 1,20 DM; Belgique, 1,20 fr.; Belgique,  
 15 fr.; Canada, 5 kr.; Costa-Riccha, 180 F CFA;  
 Danemark, 4 kr.; Espagne, 50 pes.; Grande-  
 Bretagne, 30 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 70 rls.;  
 Italie, 500 l.; Liban, 200 p.; Luxembourg, 15 fr.;  
 Malaisie, 300 r.; Mexique, 100 p.; Portugal,  
 27 esc.; République, 180 F CFA; Suède, 3 kr.;  
 Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 75 cts.; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 12  
**K. RUE DES ITALIENS**  
**75427 PARIS CEDEX 95**  
**C.C.P. 4207-23 Paris**  
**Téllex Paris n° 650572**  
**Tél. : 246-72-73**

\_\_\_\_\_

Des blindés chinois, indique-t-on de mêmes sources, sont en position le long de la frontière, au débouché du réseau routier stratégique. L'une des branches de cet ouvrage plonge, au sud, vers l'ancienne capi-

Le jour, l'Etat laisse massive de l'Etat  
maintenir une industrie qui va  
littérature.

le VERONIQUE MAURUS.)

Coincidence ou coordination  
prévisible ? M. Bakhtiar a dénoncé  
le régime de l'imar Khomrui le  
mardi 31 août : l'ayatollah Cha-  
rati Madari est virtuellement  
passé dans l'opposition le 15 sep-  
tembre. Le régime de ses char-  
mais le régime de ses char-

**MAURICE DELARUE.**  
(Lire la suite page 4)

L'avenir de l'industrie automobile préoccupe plusieurs gouvernements, notamment celui des Etats-Unis qui a reçu une demande de 1 milliard de dollars de la part de Chrysler Corp. Les restructurations sont à l'ordre du jour. Et l'aide massive de l'Etat est la seule solution pour maintenir une industrie qui ne parvient pas à connaître bien des difficultés.

(Lire page 22 l'article de VERONIQUE MAURUS.)

« Voilà un billet d'avion, voilà de l'argent  
Partez dans les jours qui viennent. Allez vers  
l'Est, au bout du monde. Prenez l'itinéraire qui  
vous conviendra. Arrêtez-vous aux étapes de  
votre choix et dites-nous ce que vous voyez.  
Les hommes, les villes, moins la guerre que la  
paix, la vie, la mort, la joie, la misère. Sans  
palaces et sans autre politique que celle des  
bumbles... Plus que les termes de l'expédition,  
de la mission, de la reconnaissance, de la mission.  
Certains, peut-être, atterriront-ils, au bout  
de la voie étrangère prise un matin d'été, au  
qu'enfiri de Monfreid disait être l'appel d'un  
au-delà... — C. L. »

## par J.-C. GUILLEBAUD

Rome — Les dimanches romains ne sont plus tout à fait les mêmes. Comment définir l'événement qui s'y répète maintenant, régulier comme un resacc? Politique? Ontologique? Panique? Sans gros titres ni éditions spéciales, pourtant, quelque chose se passe sur la place Saint-Pierre, vers midi, qui marquera 1879 d'une bifurque mémorable. C'est le jour où le croix-Bref, on veut partir vers l'est comme on le faisait encore entre les deux guerres, en rivant du Yang-Sue-kiang, de Cingapo et des bas-quartiers de Manille et on se retrouve d'abord béant Jean-Paul II, qui vous bénit. Simple comme bonjour : il suffit dès l'arrivée à Rome de décider, les plus déterminés des passants, la ligne du plus fort tropisme. L'événement crève les yeux : les bénédictions papales ne se ressemblent plus. On les dirait dépoussiérées.

Me voilà donc ce premier jour, montant vers Saint-Pierre,

musclé mais s'y abandonnait  
malgré tout, avec un contente-  
ment subreptice? Jean-Paul l'a  
murmuré -> dans la foule, et  
d'ailleurs fait creuser une pis-  
sine au Vatican, une autre à  
Castelgandolfo et, chaque men-  
credi, court désormais aux  
devants des châtiments sur son  
royaume toute blanche.

11 heures 30. Là-haut,  
la petite fenêtre des apparte-  
ments pontificaux, on a déjà  
déroulé la tenture sang d'  
boeuf qui marque l'endroir d'où,  
tout à l'heure, viendront les  
voix bien gouailleuses pou-  
celle d'un pape. Des remoue-  
tranques parcourent au-  
dessus du pont, au soleil  
mais pour de vaines préatten-  
tives et moins flagellantes  
qu'avant-hier. Le « climat »,  
la température de l'air, l'atmosphère  
quasi électorale de l'esplanade  
vous ébranlèrent le plus  
vaillant des agnostiques. On se  
prend à penser tout haut, cha-  
cun en particulier, à ce que  
vous amène ici. Mon petit car-  
 personnel n'est pas trop grave.

(Lire la suite page 17)

## Des craintes pour l'avenir

M. Paul Puaux, directeur du Festival d'Avignon depuis 1971, a annoncé sa démission le 1<sup>er</sup> août, au cours d'une conférence de presse. Après avoir dressé un bilan de ce trente-troisième Festival, M. Paul Puaux a lu la lettre qu'il vient d'adresser à M. Henri Duffaut, maire d'Avignon (P.S.), lettre dans laquelle il déclare : « J'ai mis trop de moi-même dans cette construction pour ne pas craindre de devenir un frein à son développement. Des imaginations nouvelles doivent intervenir. » M. Paul Puaux demeure directeur du conseil culturel d'Avignon, et animateur de la Maison Jean-Vilar, inaugurée cette année.

La rapidité avec laquelle Paul Puoux a fait connaître son départ a surpris les habitués du Festival d'Avignon. L'hypothèse de ce départ avait été évoquée par Paul Puoux, de temps en temps, mais jamais de façon précise. Ce mois de juillet 1979, il n'en avait rien dit. Il s'est volé qu'à quelques heures, impromptu, après avoir réuni son équipe directrice, le 31 juillet à minuit, il lit le 1<sup>er</sup> août, en conférence de presse, la lettre qu'il adresse au maire d'Avignon, M. Henri Duffaut, lui annonçant qu'il quitte la direction du Festival.

Paul Puoux ne donne pas à son départ le caractère d'une protestation contre le fait que le Festival d'Avignon n'est que « très faiblement soutenu par l'Etat. Ce soutien est si faible et celui de la municipalité d'Avignon, quoique plus substantiel, est si insuffisant que l'on en arrive à un paradoxe : cette année, le Festival d'Avignon, premier festival français de théâtre, était en grande partie assuré par des fonds étrangers.

MICHEL CURNOUT.

(Lire la suite page 15.)

**MICHEL COURNOT**  
(Lire la suite page 15)



Le Monde

# idées

## PEINE DE MORT

### Contre la sanction incompressible

par CLAUDE DENNERY (\*)

DANS le débat actuel sur la peine de mort, l'exécution — à défaut d'une attitude précise — semble prendre le plus grand soin de compliquer un problème dont il s'efforce de masquer les éléments. L'opinion publique, quelle qu'elle soit, perçoit la confusion dans laquelle on l'entraîne. Pour tenter de gagner ou seulement de retarder la partie à jouer sur le plan strict de l'électoralisme, l'on ne craint pas d'abandonner les règles élémentaires de la stricte honnêteté intellectuelle. Chacun voudrait bien y voir un peu plus clair.

Peine de remplacement, peine incompressible, quartiers de haute sécurité, et même rétablissement éventuel du bagne, tels sont les vocables qu'on utilise comme représentant autant de difficultés, au mépris de solutions simples, qui, même dans le contexte du code pénal actuel, ne comportent aucune espèce d'écueil.

Four supprimer la peine de

mort, il faudrait, nous dit-on, modifier l'édifice des peines. Soient contre-vérité. L'abolition pure et simple de la peine capitale aurait pour seul résultat de promouvoir comme peine maximale celle de la réclusion à perpétuité, devenue la première au lieu de la seconde en haut de l'échelle. De quel satisfaire en vérité les tenants d'un système pénal « dur » et prétendument exemplaire.

D'autre part, il est hors de question, du moins nous l'espérons, de s'attaquer — pour la diminuer — à la très grande latitude accordée par la loi actuelle aux magistrats dans l'application du quantum de la peine qui peut couler au gré de l'intime conviction du juge, et par le jeu des circonstances atténuantes, de l'amende jusqu'aux peines les plus graves, avec la possibilité, dans la plupart des cas, d'appliquer des mesures de sursis.

#### Pousser à bout

Notons tout de suite que dans cette possibilité sélective laissée au juge nous voyons à quel point, les dispositions des codes en vigueur sont antinomiques avec l'idée de peine « incompressible », cette notion étant d'ailleurs en opposition avec la philosophie du droit dans les pays civilisés.

Il n'est qu'une seule peine incompressible : c'est la peine de mort ; une fois scellée, la pierre du tombeau ne s'ouvre plus. Mais toute autre mesure pénale laisse obligatoirement la place à la rémission, au pardon, à la pitié inspirés par des nécessités politiques (le droit de grâce) ou simplement humaines (la remise de peine).

Si on veut bien laisser de côté les ratiocinations attardées sur le caractère d'exemplarité ou de dissuasion de la peine capitale, si l'on abandonne à leurs adeptes de plus en plus rares les nostalgies de la vengeance barbare et le regret des civilisations primitives, on constatera qu'un consen-

sus à peu près général s'est établi sur l'idée que la sanction des crimes n'a d'autre objet que de préserver la société contre les individus nocifs, et également de favoriser leur réinsertion sociale lorsqu'ils auront cessé d'être dangereux.

Dès lors, loin de pousser à bout des condamnés, de les rendre fous furieux et prêts à toute extrémité au sein d'un régime carcéral inhumain, loin de supprimer en eux toute espérance d'un retour proche ou lointain à la vie sociale, la loi pénale se doit de leur réserver un espoir, et surtout, de leur donner une possibilité de le cultiver en travaillant eux-mêmes à ce qu'il se transforme en réalité.

La peine incompressible est impensable. Elle est inhumaine ; elle est aussi inefficace que mal faite, au regard d'une politique pénale lucide.

Ainsi, comment organiser la répression utile des infractions les plus graves ? Eh bien, précisément, en modulant cette répression sui-

vant les efforts faits par le condamné en vue de se réintégrer lui-même dans une vie normale, dans la tranquillité et dans l'oubli.

Et, tout à l'inverse de la politique qu'on nous propose (ou qu'on feint de nous proposer), il faut abandonner l'usage de la peine prononcée une fois pour toutes par des magistrats souvent mal informés, jugeant un homme qu'ils connaissent peu ou mal.

Tous ceux qui ont fréquenté les prisons savent bien que l'accusé qui comparait devant les assises n'est déjà plus l'homme qui a accompli le méfait qui lui vaut sa comparution en justice. Et sa transformation est d'autant plus importante que le temps de l'incarcération, qui se doit d'être minutieuse, aura été plus long.

Si dans ces conditions le jury (délibérant seul ou avec la cour) doit obligatoirement statuer sur une culpabilité en tenant compte de la situation psychique et morale de celui qui doit être jugé.

#### Des audiences périodiques

Il va sans dire que, à l'inverse d'une idée qui a été lancée ces derniers mois, il serait inopportun d'attribuer cette appréciation à de nouvelles cours d'assises qui, tout autant que les précédentes, seraient parfaitement ignorantes de la situation psychique et morale de celui qui doit être jugé.

Des commissions seraient prévues, des audiences périodiques seraient tenues sous la présidence d'un magistrat de cour d'appel, assisté au besoin des hauts fonctionnaires pénitentiaires ayant dirigé les établissements qui ont hébergé le condamné, assisté surtout d'un ou de plusieurs médecins, ces derniers pourvus d'une véritable et exclusive spécialité.

(\*) Avocat honoraire au barreau de Paris.

### En toute justice ?

par HUBERT KOSKAS (\*)

TANT de morts inutiles, tant de victimes, innocentes, persécutées, torturées, exécutées... Les combats que l'on croyait dépassés depuis Voltaire contre l'indulgence, contre l'injustice, contre la torture, sont de nouveaux les nôtres, plus actuels, plus urgents que toutes les luttes politiques et débats idéologiques.

Alors, comment ne pas être contre la peine de mort, comment ne pas entendre ces voix hautes et généreuses, celles de Victor Hugo, d'Albert Camus, et celles qui de nos jours crient la même horreur devant l'exécution au petit matin même de ce coupable maintenant devenu victime ?

Face à cet homme volontairement détruit, « coupé en deux », le même écoeurement nous saisit que face aux autres victimes.

Pour une fois, le responsable du meurtre est identifié. Je n'ai plus à incriminer Dieu, la création, ou bien le régime politique, vagues et lointaines entités, mais un être humain, qui a osé commettre un crime contre un autre être humain. Vais-je de nouveau diluer sa responsabilité dans le péché, si je suis croyant, dans la société, si je ne le suis pas ?

Ici, cet homme n'est pas innocent, son exécution n'est pas arbitraire, on ne le tue pas par vengeance, mais par justice, lui qui par son acte s'est déjà retiré de la société, a rompu le « contrat social ».

C'est l'autre visage de Dieu, rigoureux et sévère. L'autre face de l'Etat. La voix sombre de Rousseau les réveille. Défendre la peine de mort, c'est estimer la vie à si haut prix qu'il mérite le pire châtiment celui qui a osé attenter contre elle. Justice doit être faite. Il n'est si chaud destructeur de la peine de mort qu'il n'inclut une exception en son combat. Contre la peine de mort, sauf pour les crimes de guerre. C'est admettre, à un certain degré d'horreur, la nécessité du châtiment suprême. Mais, quel juge du degré ?

Les gardiens de prison sont contre la peine de mort, sauf pour les crimes commis contre les gardiens de prison. Les agents de police sans doute contre... sauf pour... Quelle mère, en son cœur, n'exterminerait la peine de mort pour les rapts et meurtres d'enfants ?

Peut-on parler d'un principe qui admet tant de dérogations ? Autant dire : je suis pour la peine de mort dans ces cas très limités que sont... plutôt que le suis contre elle. Entre eux et les partisans de la peine de mort, la différence n'est plus que de formulation. Franchise toi, hypocrisie et mauvaise conscience là ? Pas tout à fait.

Il est essentiel — et pas seulement formel — de laisser à la peine de mort ce caractère exceptionnel, d'en faire ce recours ultime. La formulation réticente exclut le bonheur et l'indulgence de la vengeance. Car c'est toujours un aveu d'impuissance et d'échec que d'avoir à user du châtiment suprême. Aux termes de la loi, on ne condamne à mort que des êtres libres et responsables, donc non voués juridiquement au meurtre (si l'on adopte cette thèse absurde de la délinquance génétique, il faudrait préventivement éliminer les futurs coupables). Libres de tout déterminisme biologique, ce condamné à mort est membre du corps social, formé, informé, déformé par la maladie. La maladie d'un membre est symptomatique du mal du corps social tout entier. Il est bien évident que l'ablation ne guérit pas le mal, à moins de croire au miracle ou à la magie.

Tant de criminels impunis, escadrons de la mort, passés et présents, tortionnaires, exécutés au nom de l'ordre public. N'est-ce pas la notion même d'Etat qui est discréditée ? L'Etat peut-il s'ériger en justicier, et prétendre que la morale arme la main du bourreau ?

Et ce n'est pas non plus l'abolition de la peine de mort qui empêchera en toute légalité — mais aussi en toute impunité — d'arrêter, de séquestrer, de torturer, d'exécuter.

Que tous ceux qui sont pour la peine de mort exigent aussi le châtiment de ces criminels-là qui ont sévi et sévissent encore sous couvert de la loi. Qu'ils n'admettent pas non plus cette énorme exception à leur exigence de justice. Qu'ils aient pour les victimes de tous les genres, crimes d'Etat, la même pitié que pour les autres, qu'ils mettent autant de passion à en poursuivre les auteurs.

Alors, seulement, on pourra croire qu'ils élisent en toute justice.

(\*) Avocat au barreau de Paris.

## FEUILLETON

### ATAR-GULL

L'esclave Atar-Gull poursuivait sa vengeance contre M. Wil, le colon qui l'a acheté et a fait pendre son père et dont il est devenu le plus fidèle serviteur. Ayant provoqué la destruction de son maître par l'entremise de la secte des empoisonneurs, et la mort de sa fille étouffée par un serpent, il l'accompagne en France, dans sa retraite misérable de la rue Tirechape.

Le vieillard, devenu muet et impotent, devra jusqu'à sa mort supporter la présence constante à ses côtés et les soins de celui qui est la cause de tous ses maux. Atar-Gull, attendant son heure, avoue enfin quel rôle il a joué dans toute cette affaire.

Quand cet accès frénétique fut passé, il s'occupa du colon, que cette effrayante secousse avait fait évanouir.

Il le ramassa et le plaça avec soin sur son lit en lui faisant respirer un peu de vinaigre. Tom Wil ouvrit les yeux d'un air étonné, inquiet ; le pauvre homme croyait avoir fait un mauvais rêve ; aussi, en se retrouvant au milieu des soins empreints de son esclavage, il sourit à Atar-Gull avec une admirable expression de reconnaissance.

Mais celui-ci avait suivi sur les traits du colon toutes ses pensées, et pour ne pas lui laisser cette consolante illusion, il reprit en lui serrant la main violemment :

« C'est moi seul, Tom Wil, qui ai tué ta femme et ta fille... tu n'as pas rêvé, Tom Wil, c'est moi... »

Il est plus facile d'imaginer que d'être tout ce que dut souffrir le malheureux colon ; aussi depuis cette époque sa santé s'affaiblit, mais, grâce aux horribles soins d'Atar-Gull, elle ne soutint chancelante.

Une fois le colon refusé de rien prendre, voulant terminer cette vie d'angoisse et de torture.

Alors, aidé de deux locataires, Atar-Gull lui fit avaler de force quelques cuillerées de bouillon, et le pauvre colon entendit un des voisins s'écrier : « Quelle vertu ce pauvre nègre doit-il avoir pour servir un vieux malséant de cette trempe-là ! »

Enfin, au bout de six mois de cette horrible existence, la santé du colon s'allérait sensiblement, sa raison commença de s'égarer ; alors son esclave fit demander un médecin.

Or, c'est après une de ces visites que Mme Bougnot venait de l'arrêter curieusement comme nous l'avons dit, afin de savoir des nouvelles du vieux muet.

Mais la raison du colon se perdit bientôt tout à fait, et, sans quelques moments lucides pendant lesquels son affreuse position se représentait à lui dans tout son jour, il était dans un état de démence complète et furieuse parfois. Alors Atar-Gull avait recours à la camisole de force.

Ordinairement, à ces transports frénétiques succédaient quelques moments de calme ; aussi le docteur sortait-il comme un des accès du malheureux Wil venait de finir.

#### CHAPITRE III LE BAPTÊME

QUELQUES jours après la visite du médecin dont nous avons parlé, toute la maison de la rue Tirechape était en émoi : un aigre inconcevable bourdonnement allait, venait, montait d'étage en étage, et dominant sur le tout, on entendait glapir la voix de la portière, gourmandant les uns et les autres : « Un tas de curieux imbéciles, disait-elle, qui ne laisseraient pas ce pauvre cher homme mourir en paix. »

En effet, M. Wil était au plus mal : à la suite d'un long accès de démence, sa paralysie s'était portée sur l'estomac, et il se trouvait dans un effrayant état de faiblesse et de stupeur.

Les fenêtres de sa chambre avaient été ouvertes par l'ordre du médecin, car l'odeur des potions, des drogues, épaississait encore l'atmosphère morbide de cet appartement.

Debout, au pied de son lit, se tenait Atar-Gull, ses yeux constamment fixés sur les yeux du mourant.

Il ne voulait pas perdre un seul de ses regards... Et une inconcevable expression de tristesse ridait le front du nègre : il voyait sa proie lui échapper, sa victime mourir.

Oh ! qu'il eût donné la moitié des jours qui lui restaient pour prolonger d'autant l'existence du colon ! Mais Dieu est juste.

Dans un autre coin de la chambre, le docteur était assis, pensif ; quelquefois il levait la tête et contemplait Atar-Gull avec admiration.

« Voilà donc, disait l'Esclape, ces êtres aux-  
quels, dans notre froid et cruel égoïsme, nous refu-

sons presque le nom d'hommes... que nous reléguons à l'effroyable condition d'esclaves, de bêtes de somme... et pourtant voyez celui-ci... quelle délicatesse de dévouement ! quels soins attentifs !... pauvre homme, quelle tristesse est empreinte sur son front, quelle anxiété dans ses regards !... oh ! il ne le quittera pas de l'est un seul moment. O humanité ! humanité ! que tes jugements sont faux... que les préjugés sont cruels !... »

L'homme médecin eût sans doute continué encore longtemps cette dissertation mentale, négro-philosophique, si un cri du Noir n'eût interrompu le précieux cours de ses pensées.

Il se leva précipitamment et s'approcha du moribond.

« Eh bien ! eh bien ! lui dit-il en anglais, mon ami comment allons-nous ? du courage, du courage... »

Le colon tourna la tête de son côté, les yeux secs, ardents, et d'un geste aussi furieux que sa faiblesse lui permettait de le faire, montra le Noir... immobile, silencieux au pied du lit.

« Je le vois, je le vois, mon ami, dit le docteur, je sais que c'est un digne et loyal serviteur... mais tel maître tel valet, et avec un maître comme vous... »

Les yeux du colon brillèrent d'un feu inaccoutumé, et il fit violemment un geste négatif en secouant sa tête, qui bientôt retomba lourde et pesante sur son oreiller.

« Si, si, vous êtes un bon maître, reprit impétueusement l'Esclape, aussi bon maître qu'il est bon esclave... bon ami, voulez-vous dire. »

Ici M. Wil brisa par la fièvre et la douleur, ne put faire un mouvement, seulement ses yeux s'emplirent de larmes, et il les leva au ciel avec un regard qui semblait dire : « Mon Dieu, tu l'entends... toi, qui sais la vérité, tonne donc. »

Dieu ne tonna pas, et le docteur, interprétant à sa manière ces pleurs et cette invocation tacite, ajouta :

« Oh ! oui, pleurs de reconnaissance, et recommandez-le au ciel, ce bon esclave, mon cher ami, c'est bien naturel... ces larmes-là sont dures, n'est-ce pas ?... »

Et l'homme médecin tendit la main à Atar-Gull en essayant ses yeux humides.

« Je n'ose, monsieur le docteur, dit le nègre avec humilité... »

— Allons donc, mon garçon, mon ami ; mais je m'honore, moi, en pressant la main d'un modèle de vertu et d'héroïsme », disait le docteur en serrant Atar-Gull dans ses bras.

Ce spectacle fut au-dessus des forces du colon. Sa figure, de pâle et livide qu'elle était, devint rose, rouge, pourpre et violacée.

Ses yeux s'ouvrirent, et la prunelle disparut sous la pupille.

Il fit entendre une espèce de cri guttural, rauque et métallique... et sa bouche écumait... et ses membres se roidirent.

« Son accès lui reprend, monsieur le docteur, dit le nègre... vite la camisole ! »

— Non, dit tristement le médecin, non, c'est inutile ; ce spasme, cet épilepsie, vont consumer le reste de ses forces. Faible qu'il est, sa dernière heure approche... Pourquoi vous le cacher, mon ami... dans une heure peut-être... vous ne verrez plus votre maître... plus jamais... Allons, allons... du calme... faites-vous une raison... écoutez-moi... »

Mais Atar-Gull ne l'écoutait plus.

« Déjà !... déjà !... hurlait-il en se tordant à terre... déjà mourir !... et il n'y a pas un an qu'il est ici avec moi... mais non... ce n'est pas possible... »

Et, se relevant terrible, menaçant, les yeux enflammés, il saisit le docteur de sa forte et puissante main, et, levant une chaise sur le crâne chauve du savant... il s'écria, furieux :

« Je ne veux pas qu'il meure encore, moi ! Il n'est pas temps... attends-tu... il n'est pas temps... et s'il meurt... je te tue ! »

Et il brandissait la chaise avec violence.

« Il ne mourra pas... il ne mourra pas, dit le docteur pâle et tremblant... je vous le promets... »

Atar-Gull laissa retomber la chaise... et s'assit par terre, près du lit du colon, sa tête cachée dans ses mains.

« Il n'y a que les nègres pour aimer ainsi, disait le médecin en rajustant sa cravate et son collet, c'est du délire... mais c'est admirable... on le dirait qu'on ne le croirait pas... Mais il paraît pensif, absorbé... je vais profiter de cela pour m'esquiver... C'en est fait du colon... l'agonie approche... et, malgré ma promesse, je ne me soucie pas d'assister à sa mort. »

Et le bon docteur se retira suspendu pieds, en faisant le moins de bruit possible pour ne pas tirer le Noir de sa rêverie.

Il respira plus librement quand il se vit sur l'escalier, lorsqu'il eût encore à affronter le feu des questions de la Bougnot et des commères de chaque étage.

EUGENE SUL  
(A suivre.)



# En toute justice?

par HUBERT KOEKA

Le 2 août, le président M. Kaunda, en ouvrant la vingt-deuxième conférence du Commonwealth, il est difficile d'organiser une telle réunion quand on est un pays pauvre. « Si l'accueil est somptueux, on accuse le pays hôte de gaspiller de l'argent, s'il est modeste, on se plaint aussi. » Le gouvernement zambien a choisi l'économie; cela provoque quelques petits incidents parfois plaisants. Que pouvait faire le premier ministre britannique, Mme Thatcher, sinon s'écarter de la première arrivée au palais des conférences, elle vit son chemin barré par le tapis rouge que l'on avait oublié de dérouler. On se précipita pour tout mettre en place, et Mme Thatcher refit son entrée.

On attendait ici avec impatience le discours du premier ministre britannique. De celui-ci dépendait, en effet, le ton des débats en ce qui concerne, du moins, le conflit rhodésien. La grande majorité des représentants des pays du Commonwealth se disent agréablement surpris, Mme Thatcher ayant déclaré qu'elle était entièrement convaincue de la nécessité d'une « véritable règle de la majorité en Rhodésie ». « Notre intention est d'amener la Rhodésie à une indépendance légale sur une base acceptable par le Commonwealth et la communauté internationale », a-t-elle précisé. Non nombre de ses auditeurs en ont conçu quelque espoir pour le renouvellement des sanctions à la Chambre des communes en novembre. D'autres, cependant, ne semblaient pas convaincus.

Le discours du premier ministre britannique, Mme Thatcher, a été accueilli avec une certaine réserve. Les représentants des pays du Commonwealth ont été surpris de voir que le premier ministre britannique ne s'est pas prononcé sur la nécessité d'une « véritable règle de la majorité en Rhodésie ». « Notre intention est d'amener la Rhodésie à une indépendance légale sur une base acceptable par le Commonwealth et la communauté internationale », a-t-elle précisé. Non nombre de ses auditeurs en ont conçu quelque espoir pour le renouvellement des sanctions à la Chambre des communes en novembre. D'autres, cependant, ne semblaient pas convaincus.

## LA CONFÉRENCE DU COMMONWEALTH

**La nationalisation de British Petroleum pourrait avoir de sérieuses répercussions sur les relations entre Londres et Lagos**

déclare le secrétaire au Foreign Office

De notre envoyée spéciale

Lusaka. — Comme l'a fait remarquer le président zambien, M. Kaunda, en ouvrant la vingt-deuxième conférence du Commonwealth, il est difficile d'organiser une telle réunion quand on est un pays pauvre. « Si l'accueil est somptueux, on accuse le pays hôte de gaspiller de l'argent, s'il est modeste, on se plaint aussi. » Le gouvernement zambien a choisi l'économie; cela provoque quelques petits incidents parfois plaisants. Que pouvait faire le premier ministre britannique, Mme Thatcher, sinon s'écarter de la première arrivée au palais des conférences, elle vit son chemin barré par le tapis rouge que l'on avait oublié de dérouler. On se précipita pour tout mettre en place, et Mme Thatcher refit son entrée.

On attendait ici avec impatience le discours du premier ministre britannique. De celui-ci dépendait, en effet, le ton des débats en ce qui concerne, du moins, le conflit rhodésien. La grande majorité des représentants des pays du Commonwealth se disent agréablement surpris, Mme Thatcher ayant déclaré qu'elle était entièrement convaincue de la nécessité d'une « véritable règle de la majorité en Rhodésie ». « Notre intention est d'amener la Rhodésie à une indépendance légale sur une base acceptable par le Commonwealth et la communauté internationale », a-t-elle précisé. Non nombre de ses auditeurs en ont conçu quelque espoir pour le renouvellement des sanctions à la Chambre des communes en novembre. D'autres, cependant, ne semblaient pas convaincus.

ébauche de solution de ce problème n'a été avancée, on a cependant assisté à une clarification des positions de certains participants. « La Rhodésie, a déclaré le président Kaunda, est une colonie britannique. Rien n'a changé à cet égard. Les élections d'avril étaient illégales, l'évêque Muzorewa a succédé au roi Ian Smith, dans son bureau, mais pas au pouvoir. La règle de la majorité implique un transfert total du pouvoir qu'exerce actuellement la minorité. » Il a critiqué les Occidentaux pour leur attitude à l'égard de Pretoria.

Le discours du premier ministre britannique, M. Fraser, était plus conciliant. Il n'approuve ni la Constitution actuelle ni le gouvernement du Zimbabwe-Rhodésie et désire « éviter tout bain de sang ». Se prononçant en faveur d'une règle de la majorité « qui prenne en compte toutes les parties concernées, ne se traduise pas seulement par des élections, mais soit sensible dans les structures du pouvoir et de l'autorité », il estime que les élections d'avril ont créé une situation nouvelle et qu'il faut en tenir compte et rechercher un compromis.

Dans l'après-midi de mercredi, le premier ministre de Singapour, M. Lee Kuan Yew, a fait une longue intervention sur la situation en Asie du Sud-Est et plus particulièrement sur le problème des réfugiés. Le président chypriote, M. Kyprianou, a rappelé la situation de son pays qui, depuis cinq ans, attend un règlement.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

## RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

**Le révérend Jackson n'a pas réussi à impressionner les militants noirs**

De notre correspondant

Johannesburg. — Le militant noir américain, le révérend Jesse Jackson, a quitté l'Afrique du Sud, mercredi 1<sup>er</sup> août, après un séjour de deux semaines qui a profondément secoué le pays. Grand, portant une coiffure afro et toujours bien habillé, le révérend Jackson, président du mouvement PUSH (People United to Save Humanity), n'a pas manqué de dénoncer l'apartheid et de s'identifier à la cause de la libération des Noirs sud-africains. Il a indiqué qu'il allait demander au président Carter, à qui il doit rendre compte de sa visite, d'intervenir tout nouvel investissement américain au pays de l'apartheid et de renoncer à tout accord technologique avec l'Afrique du Sud pour la production du pétrole synthétique à partir du charbon.

## UGANDA

**NOMINATION D'UN « MINISTRE-RÉSIDENT EN TANZANIE »**

Kampala (A.P.F. Reuter). — Trois nouveaux ministres, dont un « ministre-résident en Tanzanie », ont été nommés par le président Bwaako. Ce poste de « ministre-résident en Tanzanie » revient à M. Vincent Swamwaro. Le docteur Peter Sebata reçoit le portefeuille de la santé, vacant depuis le renvoi le 27 juillet de M. Arnold Bwase. M. R. N. Kunda est nommé ministre du travail, poste qui n'avait pas encore été pourvu.

Trois vice-ministres ont également été nommés : MM. Sam Karugire (affaires étrangères), Sam Mugwisa (agriculture) et le docteur Rugunda. D'autre part, le général Baji Ramadani a déclaré mercredi 1<sup>er</sup> août qu'une action allait être entreprise contre les soldats qui terrorisent les civils dans la région de Kampala. Cet appel intervient peu après le meurtre, le lundi 30 juillet, du lieutenant-colonel John Wilson Ruhinda, directeur de l'entraînement dans l'armée de libération nationale ougandaise. Ce dernier a été assassiné par un groupe de militaires inconnus à la résidence du doyen de l'université Makerere.

**LE CHANGEMENT D'ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL EN NAMIBIE DONNE DES ESPIRS MODÉRÉS AUX OCCIDENTAUX**

(De notre correspondant.)

Johannesburg. — Le premier ministre sud-africain, M. Botha, annonce, mercredi 1<sup>er</sup> août, un changement d'administrateur général de l'administration générale de la Namibie (nos dernières éditions du 2 août).

Ce changement intervient à quelques jours de la reprise des négociations avec les pays occidentaux pour un règlement dans l'ancienne colonie allemande. Plus surprenant encore est le choix du successeur du juge Marthinus Steyn qui occupait ce poste depuis près de deux ans : c'est le professeur Gerrit Viljoen, cinquante-deux ans, recteur de l'université de langue afrikaans du rand, à Johannesburg, et surtout connu pour être le président du Broederbond, une société secrète afrikaan.

Le départ du juge Steyn était réclamé de plusieurs côtés. Les conservateurs blancs du territoire lui reprochaient de ne pas être ouvertement lié au principal parti soutenu par Pretoria, l'Alliance démocratique, et de la Tugela (D.T.A.) de M. Dirk Mudge. De plus, il était plusieurs fois hostile au gouvernement sud-africain. Les pays membres du groupe de contact occidental (France, États-Unis, Canada, Grande-Bretagne et Allemagne fédérale), ne regretteront sûrement pas le retour du juge Steyn à la cour suprême de Bloemfontein, car celui-ci a souvent joué un rôle de frein, comme lors des négociations de Pretoria en octobre 1978, où il avait menacé de donner sa démission si les élections prévues pour décembre étaient annulées.

Le professeur Viljoen est considéré comme un membre de l'aile « modérée » (claircie) du parti national au pouvoir en Afrique du Sud, et le changement apparaît comme de bon augure aux diplomates occidentaux. « Quelques jours de l'arrivée à Pretoria de sir James Murray, diplomate britannique chargé de négocier sur la Namibie, ont donné des cinq puissances du groupe de contact.

Les Occidentaux tentent une nouvelle fois de remettre sur les rails leur initiative de règlement lancée il y a déjà plus de deux ans, avant que la solution « interne » ne soit finalement mise en place par Pretoria, ne devienne irrévocable. Les Occidentaux disent encouragés par l'attitude des pays africains de la « ligne de front » et surtout de l'Angola.

Si la nomination du professeur Viljoen pour donner des espérances modérées aux négociateurs, il n'en sera pas de même parmi les factions blanches rivales de Windhoek. Son image libérale dans le contexte afrikaan ne rassure pas les conservateurs qui s'estiment trahis par Pretoria.

On assiste, en effet, au sein de la majorité blanche de Namibie, qui représente moins de 10 % de la population avec environ quatre-vingt-dix mille personnes, à un important mouvement de réaction, parfois violent, contre les « élites » de la capitale, à l'apartheid dans le territoire. La D.T.A. soutenue par Pretoria, a récemment fait adopter par l'Assemblée nationale une loi rendant illégale la discrimination raciale (le Monde du 14 juillet). Cette loi a entraîné des manifestations de rue et même un attentat à la grenade contre une loge maçonnique tenant un rassemblement. Les maçons sont accusés par l'extrême droite d'avoir inspiré les efforts pour abolir les discriminations, et trois jeunes blancs, dont un officier de l'armée, sont actuellement détenus en rapport avec les activités de mouvements clandestins de résistance.

(Interim.)

## La Grande-Bretagne demande au Nigéria de reconsidérer sa décision

De notre correspondant

Les actions de la British Petroleum ont permis quatre points, le 1<sup>er</sup> août, au Stock Exchange de Londres, après la décision de Lagos de nationaliser les avoirs de B.P. au Nigéria. D'autre part, le vice-président de B.P. a estimé que cette nationalisation risquait de provoquer un renchérissement des prix du pétrole sur le marché mondial et la Nigéria, vend la part de B.P. au prix du marché libre.

Londres. — Le Foreign Office a demandé le 1<sup>er</sup> juillet, au gouvernement de Lagos, de « reconsidérer sa décision » de nationaliser les avoirs de la B.P. (nos dernières éditions du 2 août). Le haut commissaire britannique à Lagos a été chargé de faire valoir aux autorités locales que, du point de vue du gouvernement, B.P. n'avait jamais exporté de pétrole du Nigéria ou de la mer du Nord vers l'Afrique du Sud.

Le Foreign Office a indiqué que le gouvernement s'était borné à autoriser B.P. à exporter vers l'Europe du pétrole de la mer du Nord. C'est cette même décision que Lagos avait décliné mardi comme étant « une ruse pour vendre du brut nigérian au régime raciste de Pretoria ».

La B.P. a également repoussé les accusations du régime nigérian en assurant qu'elle avait « respecté strictement tous les engagements ». Cependant, de nombreux observateurs interprètent ce démenti à la mesure des révélations du rapport Singham, publié l'an dernier sur les violations par cette même compagnie du blocus rhodésien. Pour eux, il ne semble pas faire de doute en effet que l'autorisation d'exporter du pétrole de la mer du Nord à vers l'Europe avait pour but, par des accords d'échange avec d'autres compagnies, d'approvisionner indirectement l'Afrique du Sud.

(Interim.)

## MADAGASCAR

POUR « COMLOT CONTRE LA SÉCURITÉ DE L'ÉTAT »

**Deux officiers sont détenus depuis deux ans et demi**

Deux officiers, le commandant Andrianarivo et le capitaine Rakotonirina, sont en prison depuis deux ans et demi à Madagascar. Le premier, ancien ministre de l'information, était un proche collaborateur du colonel Ratsimandrava, assassiné en février 1975, six jours après son accession à la direction de l'Etat. Détenus depuis le début de 1977, les deux hommes ont été placés officiellement sous mandat de dépôt le 12 octobre 1978 à la maison de sûreté d'Arvonimano, à 45 kilomètres de la capitale, puis transférés à Ambohilabo, à proximité de l'aéroport international d'Antananarivo.

Ils sont inculpés d'« attentat au complot contre la sécurité de l'Etat », d'« actes et manœuvres de nature à compromettre la sécurité publique ou à occasionner des troubles politiques graves », à provoquer la haine du gouvernement malgache, à entraver les lois du pays, ainsi que d'« acquisition ou détention d'armes sans autorisation ».

En juillet, l'instruction touchant à sa fin, le magistrat qui en était chargé aurait communiqué le dossier pour règlement au parquet de la capitale. Les deux accusés ont été autorisés à engager les services d'avocats de leur choix, en l'oc-

currence M<sup>re</sup> Randrianarivo et Ramelison, mais on ignore si le procès qui peut s'ouvrir à tout moment, sera public ou à huis clos.

L'attentat dont avait été victime, le 11 février 1975, le colonel Ratsimandrava, avait été suivi d'un grand procès, — qualifié de « procès du siècle », — qui s'était terminé dans une grande confusion et par l'acquiescement des personnalités impliquées (le Monde du 14 juin 1978).

Ancien rival du colonel Ratsimandrava, le capitaine de frégate Didier Ratsiraka avait, à l'époque, été porté à la tête de l'Etat par un conseil suprême de la révolution. Les arrestations du commandant Andrianarivo et du capitaine Rakotonirina ont eu lieu dix-huit mois plus tard, après l'élection de M. Ratsiraka à la présidence de la République.

Cette affaire demeure néanmoins une séquelle de la sourde lutte pour le pouvoir. La véritable responsable de la sécurité du régime n'est autre que le lieutenant-colonel Bien-Aimé Rabeison Mahasampy, beau-frère du président Ratsiraka. Les deux détenus sont des Marinas des Hauts-Plateaux alors que le président est originaire de Tamatave, sur la côte.

— J.-C. P.

## LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

**Nous sommes les seuls à vouloir appliquer les résolutions de l'ONU et de l'O.U.A.**

nous déclare le ministre mauritanien des affaires étrangères

M. Ahmadou Ould Abdallah, ministre mauritanien des affaires étrangères, s'est entretenu, mercredi 1<sup>er</sup> août, avec M. Giscard d'Estaing de la situation économique de son pays et de l'évolution du conflit du Sahara occidental. Il a souligné que l'équipe dirigeante a procédé à Nouakchott à un redressement en réduisant les dépenses civiles et en reprenant les dépenses militaires. Le ministre a déclaré que la France aider son pays « à consolider les acquis, à restructurer l'appareil de gestion par l'emploi d'experts et à affirmer son indépendance et sa souveraineté dans la région ».

En ce qui concerne le conflit du Sahara occidental, M. Abdallah a indiqué que les déclarations faites à Nouakchott par le premier ministre, M. Haydallah (le Monde du 2 août), conformément les positions adoptées par les militaires qui ont renversé le président Mokhtar Ould Daddah : respect des résolutions de l'ONU sur le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, dialogue avec les divers groupes trop profondément enracinés et les moyens afin d'appliquer ce droit, reprise des relations diplomatiques avec l'Algérie.

À l'occasion d'un entretien qu'il nous a accordé, M. Abdallah a cependant montré pessimiste sur l'issue du conflit. Il a exprimé la crainte de le voir se prolonger « parce que la Mauritanie mise tout sur la résolution de l'ONU et de l'O.U.A. ». En effet, le ministre marocain des affaires étrangères, M. Boucetta, vient de déclarer que si la Mauritanie abandonnait l'indépendance à la partie du Sahara qu'elle occupe, « le Maroc se verrait contraint de prendre toutes mesures appropriées pour la défense de son intégrité territoriale, pour assurer sa propre sécurité et la stabilité dans l'ensemble de la région ». Rabat ferait donc jouer « le droit de riposte » dont a parlé la presse marocaine.

M. Abdallah déplore ces « représailles journalières de façon maladroite », mais il rappelle que le Front Polisario « souligne que le peuple sahraoui s'est déjà autodéterminé et a droit à l'indépendance sur l'ensemble de son territoire ».

Du côté français, on se montre d'une extrême prudence, et l'on proclame, une fois de plus, la neutralité de Paris et sa volonté de garantir l'indépendance de la Mauritanie.

PAUL BALTA.

CHEZ ROBERT LAFFONT

VOS LIVRES DE L'ÉTÉ SONT AUSSI LES LIVRES DE L'ANNÉE

documents

Henri Amoureux

LES BEAUX JOURS DES COLLABOS

HENRI AMOUREUX

les beaux jours des collabos

le sang de l'espoir

SAMUEL PISAR

Samuel Pissar

LE SANG DE L'ESPOIR

Gonzague Saint-Bris

LIGNE OUVERTE AU CŒUR DE LA NUIT

GONZAGUE SAINT BRIS

LIGNE OUVERTE

ROBERT LAFFONT

## TUNISIE

● MISE AU POINT. — A la suite de la réforme électorale survenue en Tunisie (le Monde du 2 août) le Mouvement d'unité populaire, animé par M. Ben Salah, nous écrit : « Le MUP est loin d'être toléré. Bien au contraire, brutalement réprimé en 1977 lors du procès intenté à trente-trois de nos camarades, notre mouvement demeure prioritaire de tout moyen d'expression et d'organisation. Si l'ensemble de nos camarades en Tunisie ont bénéficié, en novembre dernier, d'une mise en liberté conditionnelle, la plupart d'entre eux n'ont pas pu réintégrer leur travail et sont encore soumis à toutes sortes de tracasseries administratives, tandis que ceux qui vivent en exil ne peuvent toujours pas rentrer dans leur pays.

« Par ailleurs, la demande en bonne et due forme faite par certains de nos camarades, il y a un an, pour la publication d'un journal Al Ouahda, s'est heurtée à un refus catégorique de la part des autorités compétentes au mépris de la Constitution du pays. (...) Dire, dans ces conditions, que le MUP a la possibilité de participer aux prochaines élections législatives de 1979 et municipales de 1980 ne correspond nullement à la réalité. »



# PROCHE-ORIENT

## Les États arabes du Golfe et les neuf se concertent

(Suite de la première page.)

De là, d'une part le resserrement des relations bilatérales de la France avec les États arabes, et notamment les multiples contacts entre les dirigeants français et arabes, les plus récents étant la visite de M. Barre en Irak et les conversations du président de la République à Abou-Dhabi, le mois dernier. Une visite officielle de M. Giscard d'Estaing dans les Émirats et au Koweït est envisagée avant la fin de l'année. De là aussi les multiples propositions françaises pour organiser la coopération sur un plan multilatéral : dialogue euro-arabe, dialogue Nord-Sud et, plus récemment, « dialogue à trois » euro-arabo-africain.

Ces tentatives n'ont pas donné de résultats concrets, surtout en raison de l'opposition américaine et des réticences que Washington entretenait tant chez les Européens que chez les Arabes. Les faits nouveaux ont été l'affaiblissement de l'empire des États-Unis chez les uns et les autres, leur incapacité à fournir une monnaie d'échange, au sens propre du mot (le dollar), qui restait ainsi que la prise de conscience des dangers que fait courir à leurs partenaires la consommation excessive des Américains. La chute du chah d'Iran, résultant aux yeux des Arabes du Golfe d'un « lâchage » américain et le traité de paix égypto-israélien ont convaincu les régimes arabes modernes de jouer la carte d'une Europe indépendante, dans la mesure où celle-ci se manifeste.

### Une initiative arabe

L'initiative est venue des Arabes eux-mêmes. Les divisions du monde arabe provoquées par le traité égypto-israélien ont rendu plus difficile le choix de la ligne arabe comme interlocuteur institutionnel. Entre l'Égypte,

plus que jamais acquise à la politique américaine, et les « durs », existe un groupe modéré, les États du Golfe, qui sont à la fois les mieux pourvus en pétrole et les plus exposés à une « contagion » déstabilisatrice de type iranien. C'est, semble-t-il, le Koweït qui a fait, dès le printemps, les premières propositions. Le risque de l'opération serait évidemment d'accentuer les divisions entre « bons » et « mauvais » Arabes. On y est sensible, notamment à Paris, où l'on tiendrait beaucoup à ce que ce dialogue euro-arabe reste ouvert et puisse s'inscrire ultérieurement dans le cadre euro-arabo-africain tracé par M. Giscard d'Estaing. Les Européens sont, en tout cas, particulièrement intéressés non seulement par l'assurance d'un approvisionnement pétrolier plus régulier, mais aussi par les possibilités d'une stabilisation réciproque des prix, celui du pétrole comme celui des fournitures européennes. Un élément important a été le retour au pouvoir à Londres de conservateurs traditionnels, favorablement à une politique arabe active. En Allemagne fédérale, M. Genscher, ministre des affaires étrangères, vient de faire plusieurs voyages dans les États arabes. Même les Néerlandais prennent quelques distances à l'égard d'Iraël, ce qui s'est manifesté lors de la visite de M. Deyan à La Haye, la semaine dernière.

MAURICE DELARUE.

## Iran

### Les manœuvres de l'ayatollah Chariat-Madari

(Suite de la première page.)

Pourquoi ceux-ci n'étaient-ils pas, en tant que militants musulmans, privilégiés par rapport aux autres formations, nationales ou marxistes ? En tout cas la presse, la radio et la télévision faisaient la partie belle aux déclarations et aux prises de position de l'ayatollah Chariat-Madari, qui ne se privait pas de prendre le contre-pied de l'imam Khomeiny.

La soudaine volte-face de l'ayatollah aserbaidjanais, qui s'est réfugié dans le mutisme depuis la conférence de presse de M. Bakhtiar, à Paris, alimente les spéculations. S'il s'agit d'une action concertée avec le dernier chef de gouvernement du Chah, elle serait dirigée non contre une consultation insatisfaisante, mais contre le régime lui-même. « Khomeiny ne pourra durer que trois ou quatre mois encore », aurait déclaré, en privé, à la mi-juillet, l'ayatollah Chariat-Madari à un journaliste iranien qui nous avait rapporté ses propos. Le dignitaire religieux n'a jamais caché qu'il était, jusqu'en février dernier, favorable au maintien d'une monarchie, qu'il souhaitait « constitutionnelle », y a quelques jours encore, il nous confiait que, pour lui, il aurait suffi d'amender la loi fondamentale, en vigueur depuis 1906, pour l'adapter à la situation présente. L'organisation d'un nouveau référendum, qui permettrait aux Iraniens de choisir entre la mo-

narchie et la République — proposé par M. Bakhtiar lors de sa conférence de presse — lui conviendrait sans doute parfaitement. Quoi qu'il en soit, l'influent ayatollah a repris sa liberté à l'égard de l'imam Khomeiny. Il pourra contester tout, autant le Consistoire, d'ores et déjà « mal élu » à ses yeux, que le texte de la loi fondamentale qu'elle aura à débattre et à adopter. En entrant dans son sillage le « Front national » et nombre de personnalités laïques, qui viennent s'ajouter au Front national démocratique de M. Mahine-Daftari, il a aussi posé la consultation de vendredi — il pourra bien revendiquer — tout autant que M. Bakhtiar — le droit de parler au nom des « forces vives » de la nation.

ERIC ROULEAU.

La conférence de presse de M. Bakhtiar, — M. Chamseddine Amir-Ali, ambassadeur d'Iran à Paris, nous a fait la déclaration suivante : « Le peuple iranien n'a connu M. Bakhtiar que pendant une brève période, et je crois ne faire l'interprète du peuple en affirmant que cela était suffisant. Par contre, j'admets volontiers que sa conférence de presse constitue une bonne opération publicitaire pour une éventuelle publication de ses Mémoires. Mais ses propos n'intéressent pas le peuple iranien et doivent être traités avec humour et mépris ».

## Irak

### Les autorités annoncent l'ouverture du procès des accusés de la « tentative de coup d'État »

Le tribunal spécial chargé de juger les conjurés impliqués dans la « tentative de coup d'État » contre le président Saddam Hussein, révélée samedi par les autorités de Bagdad, a tenu sa première séance mercredi 1<sup>er</sup> août.

L'agence d'informations irakienne affirme que la commission d'enquête a terminé l'examen des dossiers des inculpés — dont elle ne précise pas le nombre — et les a transmis au tribunal spécial composé de sept personnalités marquantes, MM. Naim Haddad, Saadoun Ghaidane, Tayeb Abdel Karim, Hassan Ali Nassar, Saadoun Chaker, Hikmat Ibrahim et Abdallah Fadel, tous membres du Conseil du commandement de la révolution (C.C.R.), la plus haute instance du régime.

L'annonce de ce procès et l'ampleur qui lui est donnée pourraient signifier que les principaux « conjurés » n'ont pas été exécutés, contrairement à ce qu'affirmaient certains journaux arabes. (— Le Monde — du 31 juillet.)

### Complot ou opposants ?

De notre correspondant

Bagdad. — C'est bien la Syrie qui est la « partie étrangère » mise en cause par le président Saddam Hussein dans ses accusations concernant le complot éventuel en Irak. De toutes les sources — des communistes irakiens aux Palestiniens, de la droite à la gauche libanaise — les confirmations se succèdent et se recroisent.

Mais accusée, la Syrie est-elle coupable et, pour comble, y a-t-il vraiment eu « complot » ?

L'opinion prévalant dans les milieux précités est que les « complotistes » constituent en réalité au sein du Baas irakien une opposition dont la violence s'était atténuée après la réconciliation entre les régimes de Damas et de Bagdad en octobre 1976, pour se manifester à nouveau après l'échec du « sommet » syro-irakien de juin 1978. Basistes, ces opposants ont tout naturellement cherché et trouvé des appuis chez les basistes détenteurs du pouvoir à Damas et se heurtant, comme eux, à M. Saddam Hussein. Les opposants de Bagdad et le régime syrien considéraient en effet que ce dernier avait « trahi » l'unité syro-irakienne en posant des conditions inacceptables.

Les opposants avaient d'autre part pris des contacts au sein de l'armée, où quelques renouveau sans grande gravité il est vrai — ont été signalés à la suite de la répression des troubles du Sud, où avaient eu lieu des manifestations chitites. M. Hussein aurait déclaré à ce propos sans ménagement devant les officiers d'une garnison : « Le parti prime la religion ».

Cela étant, on ne trouve pas trace à ce jour dans les informations officielles irakiennes d'indications sur un plan précis attribué aux « conjurés ». Il se peut que M. Hussein, devenu chef de l'État, estime que les agissements des responsables qu'il a fait arrêter, mettaient en danger la sûreté de l'État. Ses adversaires pensent, pour leur part, que le président de la République est incapable de tolérer la moindre opposition.

### Tempérer le conflit avec l'Iran

Toujours est-il que la démission du président Bakr, prédécesseur de M. Saddam Hussein à la tête de l'État, réellement malade et éprouvé par une série de deuils familiaux, si elle ne semble pas avoir été directement provoquée par cette affaire, en a été sans doute accélérée. Le chef de l'État sortant aurait refusé de « couvrir » son dauphin dans cette opération. M. Hussein en ayant appelé de ce refus devant le Conseil de commandement de la révolution, M. Bakr aurait préféré se retirer.

M. Hussein avait-il intérêt à ce départ, alors que la présence du président ne l'empêchait guère de gouverner l'Irak en maître absolu ? Ses détracteurs attribuent son attitude à ses prétentions à un rôle dirigeant dans le monde arabe après que l'Égypte en a été exclue. Dans cette perspective, font-ils valoir, il était difficile de vouloir être le « numéro un » arabe, tout en restant, même théoriquement, le « numéro deux » irakien. Cette ambition explicite aussi, selon les adversaires de M. Saddam Hussein, son rapprochement avec l'Arabie Saoudite, et même sa politique envers la Syrie, avec laquelle il a recherché une sorte de fusion assurant la domination irakienne et refusé toute autre formule.

On pense enfin, dans les milieux bien informés de Bagdad, que le président Hussein ne s'est pas — ou pas encore — lancé dans des accusations publiques contre la Syrie, parce qu'il cherchait, au préalable, à tempérer son conflit avec l'Iran. Il doit aussi tenir compte du fait qu'il est confronté sur le plan intérieur à une triple opposition : chitite, kurde et communiste, le P.C. commençant à faire le lien entre les deux autres groupes dans lesquels il était implanté. Les combattants communistes d'origine kurde seraient d'ores et déjà en action dans le Kurdistan irakien.

LUCIEN GEORGE.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Gérant : Jacques Favret, directeur de la publication.  
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du Monde, 5, r. des Halles, PARIS-IX<sup>e</sup>.  
1977

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

# A TRAVERS LE MONDE

## Angola

LES RAIDS SUD-AFRICAINS EN ANGOLA. — 570 Angolais et 813 réfugiés de Namibie ou du Zimbabwe-Rhodesie ont été tués lors des raids sud-africains en Angola, révèle un rapport des Nations unies portant sur trois ans. 694 Angolais et 1 231 réfugiés ont été tués, ajoute le rapport, qui évoque les « actes systématiques d'agression » de l'Afrique du Sud. — (Reuters.)

## Bulgarie

M. JIVKOV, chef du parti et de l'État bulgare, a reçu M. Baybakov, vice-président du conseil des ministres et gouverneur de Gosplan de l'U.R.S.S., mercredi 1<sup>er</sup> août à Sofia. Selon Radio-Moscou, les entretiens ont porté principalement sur l'« élaboration du schéma général de spécialisation et de coopération dans le domaine de la production entre l'Union soviétique et la Bulgarie jusqu'en 1990 ». M. Jivkov a reçu le jour même une délégation du parti communiste français conduite par M. Gremetz, membre du bureau politique. — (A.F.P.)

## Espagne

LA POLICE a fait évacuer, mercredi 1<sup>er</sup> août, un campement d'extrême droite, Del-Escorial (45 kilomètres au nord-ouest de Madrid) par une cinquantaine de jeunes nazis

espagnols et allemands. Coureux à la ceinture, arborant la croix de fer allemande, les jeunes gens insultaient les visiteurs du monastère. — (A.F.P.)

## Libéria

LE PRÉSIDENT TOLBERT a accepté, mercredi 1<sup>er</sup> août, la démission des ministres des finances et de l'agriculture, M. James Phillips et Mme Florence Chennoweth. Ils seront remplacés par Mme Ellen Johnson-Sirleaf et le Dr Cyril Bright. Le départ du ministre des finances serait à rapprocher des rumeurs circulant à Monrovia sur le versement de pots-de-vin durant les préparatifs du sommet de l'O.C.A. Pour sa part, Mme Chennoweth avait été à l'origine de la majoration du prix du riz qui provoqua des émeutes sanglantes à Monrovia en mars dernier. — (Reuters.)

## Nicaragua

SIX MILLE GARDES NATIONAUX de l'ancien régime du général Somoza se trouvent actuellement au Honduras, indique-t-on de source officielle à Tegucigalpa, capitale de ce pays. La majorité de ces soldats sont entrés clandestinement, prêtes à se battre, source. Le gouvernement hondurien a indiqué qu'aucune force ne sortirait de son territoire pour combattre le gouvernement de reconstruction nationale de Managua et tenter de remettre la famille Somoza au pouvoir. Plusieurs officiers somozistes se sont également réfugiés au Honduras, notamment le commandant Bravo et le colonel Harry Pineda qui, selon certaines rumeurs, seraient chargés de recruter des combattants parmi les anciens membres de la garde nationale. — (A.F.P.)

## Pérou

MILLE SEPT CENT CINQUANTE SEPT SEULEMENT, sans inculpation ni jugement, a affirmé, le 21 juillet à Paris, Amnesty International. Ces détenus auraient pour objectif de briser un mouvement de revendication sociale levé dans ce secteur en juin dernier. Plusieurs dizaines d'étudiants, accusés d'avoir manifesté leur solidarité avec les enseignants, seraient également emprisonnés. Amnesty International dénonce les mauvais traitements et les conditions de détention des prisonniers. — (A.F.P.)

## Union soviétique

M. BREJNEV a reçu M. Ceausescu, chef du parti et de l'État roumain, mercredi 1<sup>er</sup> août dans sa résidence de vacances au Crimée. Il s'agissait de la première rencontre entre les deux dirigeants depuis le refus spectaculaire de M. Ceausescu, à l'automne dernier, de s'associer à l'augmentation des dépenses d'armement du pacte de Varsovie. L'entretien a porté notamment sur la coordination des plans quinquennaux soviétique et roumain, les problèmes du désarmement et la préparation de la conférence de Madrid. M. Brejnev a décliné à cette occasion son hôte de l'ordre de Lénine. — (A.F.P.)

## Communiqué sur la réunion conjointe du Comité Politique du Comité Central du Parti du Travail de Corée et du Comité Populaire Central de la République Populaire Démocratique de Corée

(Suite du texte paru dans le Monde du 2 août 1979.)

2) Dénoncer la politique d'agression et de guerre des impérialistes, défendre la paix et la sécurité mondiales et soutenir activement la lutte libératrice et anti-impérialiste des nations opprimées, c'est une des tâches fondamentales découlant de la mission du mouvement des non-alignés.

La création de l'OTAN agressive après la seconde guerre mondiale a été le commencement de l'apparition de blocs militaires à l'échelle mondiale.

La constitution de l'OTAN par les impérialistes a été suivie de l'apparition de blocs militaires et d'alliances militaires régionales telles que l'OTASE, l'Organisation du traité central.

Cela a engendré inévitablement un nouveau bloc militaire destiné à s'opposer aux blocs militaires agresseurs.

L'existence des blocs militaires a pour conséquence l'intensification continue de la course aux armements à l'échelle mondiale, ce qui empêche, dans telle ou telle mesure l'édification pacifique de chaque pays.

Les pays non-alignés doivent conjuguer leurs efforts pour s'opposer aux manœuvres agressives et bellicistes des impérialistes, obtenir une paix durable et liquider définitivement le colonialisme dans tous les continents, de sorte que le mouvement des non-alignés s'accroisse de sa nobles mission.

Primo, le mouvement de non-alignement doit soulever avant toute autre chose la problème de la dissolution de tous les blocs militaires et lutter à ces fins.

« Dissolvez tous les blocs militaires », voilà une exigence du temps.

Afin d'assurer une victoire certaine de la politique de non-alignement, il faut que les blocs militaires soient éliminés. Comme le montre l'exemple de la CENTO suivi de celui de l'OTASE, la fin des alliances militaires, produits de la politique de guerre froide est inévitable.

Il y a quelque temps, l'Iran et le Pakistan ont rompu avec la CENTO et ont présenté leur requête d'admission au mouvement de non-alignement. C'est là un témoignage frappant du processus de la faillite de la politique de bloc et de la victoire de celle de non-alignement.

Les pays qui demeurent partisans d'alliances militaires régionales sont tenus d'en sortir, conformément au contrat du temps où les peuples réclament l'indépendance, et de se joindre à la lutte des pays non-alignés pour la dissolution de tous ces blocs.

Si les pays non-alignés étendent et développent leur mouvement en adhérant à la politique de non-alignement, ils pourront porter des coups à la politique de bloc des puissances et accélérer encore plus le processus de la dissolution finale des blocs.

Secundo, il faut faire disparaître toutes les bases militaires étrangères et faire se retirer les troupes étrangères.

Les bases militaires et les troupes étrangères de nature agressive sont des facteurs de la violation de la souveraineté nationale et de l'aggravation de la tension.

Les bases militaires et les troupes étrangères dans différentes régions du monde, par exemple en Corée du Sud, à Okinawa du Japon et à Diego Garcia de l'océan Indien, à Guantanamo de Cuba et à Porto-Rico, servent fidèlement les impérialistes dans leur politique de guerre et d'agression.

De plus, les armes nucléaires et les autres armes d'extermination massive disposées dans de nombreuses bases militaires étrangères menacent sérieusement la paix et la sécurité dans le monde.

(Suite dans le Monde du 4-5-1979.)







# EUROPE

## Espagne

### Madrid envisage d'assister à la conférence des pays non alignés à La Havane

De notre correspondant

L'Espagne participera-t-elle au sixième sommet des pays non alignés, en septembre, à La Havane? Le gouvernement de M. Suarez envisage cette éventualité, a indiqué un porte-parole du ministère des affaires étrangères.

Aucune invitation officielle, a-t-il ajouté, n'a été adressée à Madrid, qui, au cas où elle se produirait, y répondrait en considérant « l'intérêt national ».

Madrid. — Candidature à l'entrée dans la C.E.E., gouvernée par un parti, l'Union du centre démocratique (U.C.D.), officiellement favorable à son adhésion à l'O.T.A.N., l'Espagne ne semble pas fermée à d'autres horizons, moins « versés » dans les spéculations sur un lent virage, vers l'alignement de la démocratie espagnole étaient nées en septembre 1978, alors que M. Suarez était le premier chef d'un gouvernement occidental à être reçu officiellement par M. Castro, à La Havane.

Depuis, M. Suarez a effectué, le 30 avril, le voyage d'Alger, autre capitale qui se réclame du non-alignement. Outre le président Chadli Bendjedid, M. Suarez y a rencontré M. Mohammed Abdelaziz, secrétaire général du Front Polisario, déjà reconnu par l'U.C.D. comme « unique et légitime représentant du peuple sahraoui en lutte ». L'un des principaux fondateurs du mouvement des non-alignés, le marshall Tito, a, d'autre part, reçu depuis mars 1978 une invitation du roi Juan Carlos à visiter l'Espagne. Le chef de l'Etat espagnol, M. Suarez, est, lui, à Madrid en mal. M. Fidel Castro y est aussi attendu à une date sans cesse reculée. Enfin, Madrid a obtenu de succéder à Helsinki et Belgrade, une

(Interim.)

## L'ANNIVERSAIRE DE L'ACTE D'HELSINKI

### Les abus flagrants contre les droits de l'homme ne passent plus inaperçus

déclare M. Carter

Washington (A.F.P., U.P.I.). — A l'occasion du quatrième anniversaire de la signature de l'Acte final de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe, M. Carter a souligné que l'« esprit d'Helsinki est toujours » et que les « abus flagrants contre les droits de l'homme ne passent désormais plus inaperçus ». Mais, poursuit le président américain dans une déclaration publiée mercredi 1<sup>er</sup> août à Washington, « il y a eu d'importantes recules » depuis quatre ans, notamment en R.D.A. en Tchécoslovaquie et en U.R.S.S.

M. Carter poursuit : « En République démocratique allemande, de nouvelles lois très strictes visent à réduire le contact de la population avec les étrangers entrant en pratique aujourd'hui, jour anniversaire d'Helsinki. En Tchécoslovaquie, des membres du mouvement de la Charte 77 sont emprisonnés et vont être jugés pour leur dévouement aux libertés humaines fondamentales. Une loi soviétique sur les institutions fondées pour vérifier le respect de l'accord d'Helsinki ont été harcelées et leurs membres emprisonnés. Des actes comme ceux-ci sont totalement incompatibles avec les engagements pris à Helsinki ».

M. Carter relève cependant que « de nombreux signataires ont fait des efforts consciencieux pour remplir complètement et partiellement les obligations auxquelles ils ont souscrit ».

Les Etats-Unis, conclut M. Carter, vont poursuivre leur action pour un respect total des accords d'Helsinki.

## CORRESPONDANCE

### « Il ne faut exclure personne de la coopération culturelle avec la R.D.A. »

M. Michel Cullin, assistant à l'université d'Orléans, nous écrit à propos de la visite de François Pons-Fonnet au gouvernement de la R.D.A.

Les Français connaissent très mal la R.D.A. On ne le dira jamais assez. Même tardivement, cette visite témoigne du bon développement des relations entre la France et la R.D.A. Qui en prendrait ombrage, sinon les adversaires de la guerre froide?

Pourtant, pour autant que cette heureuse évolution fasse oublier les répressions subies par les intellectuels de R.D.A., elle contribue à la paix et à la détente que de se faire devant des emprisonnements, des condamnations et des brimades inacceptables? Il faut dire clairement aux autorités de R.D.A. qu'une coopération aussi amicale soit-elle s'accompagne également d'une dénonciation sans ambages des atteintes aux droits de l'homme. Certes, la R.D.A. pourrait nous renvoyer à certaines affaires de travailleurs immigrés et de condamnations de jeunes. Il n'est pas sûr qu'elle aurait tort de nous reprocher cette bonne conscience dans laquelle certains de nos compatriotes se complaisent.

Mais, enfin, Rudolf Bahro crève toujours à Hagen pour avoir réclamé un autre communisme pour son pays. Robert Havemann reste toujours placé sous surveillance policière pour avoir publié livres et articles à l'ouest. Stefan Heym est exclu de l'union des écrivains avec quelques autres pour avoir exigé de l'intellectuel dans la société socialiste une fonction différente de celle d'un

boy-scout à la critique constructive. Et encore ne s'agit-il pas de quelques cas isolés, les plus connus! La R.D.A. vient encore de renforcer à la fin du mois de juin sa législation contre la diffusion d'informations sur la R.D.A. et contre les contacts de citoyens est-allemands avec des Occidentaux. Quelle politique suicidaire à l'égard d'hommes et de femmes qui sont autant communistes sinon plus que d'autres. Leur seul tort est de professer des opinions que d'autres communistes en Europe occidentale défendent avec incertitude et non sans un certain succès. Car, à la différence de certains dissidents auxquels l'opinion publique occidentale fait d'ailleurs une publicité bien tapageuse, les contestataires est-allemands croient dans leur grande majorité aux chances du socialisme pour leur pays. Bahro ne dit rien d'autre lorsqu'il revendique « une nouvelle ligue des communistes » qui surmonterait la contradiction entre la mission du parti dans la société et sa structure organisationnelle et politique.

De la même façon qu'en R.F.A. des hommes comme G. Heine-mann ou H. Boll ont été ou sont encore l'honneur de leur pays, de la même façon des hommes comme R. Bahro, R. Havemann ou S. Heym témoignent d'une autre R.D.A. où socialisme et démocratie ne seraient plus des termes antinomiques. La coopération culturelle entre la France et la R.D.A. implique que ne soient pas exclus des relations d'amitié entre les deux pays, ceux que l'on voudrait faire taire en leur imposant l'exil ou la prison.

## Roumanie

### Plusieurs pays socialistes protestent vivement contre la décision de Bucarest d'obliger les touristes à payer l'essence en devises fortes

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Une situation chaotique règne depuis la nuit du mardi 31 juillet au mercredi 1<sup>er</sup> août à la frontière de la Hongrie et de la Roumanie à la suite de la décision des autorités de Bucarest d'exiger des touristes étrangers le paiement en devises convertibles des achats d'essence sur leur territoire (le Monde du 28 juillet).

Cette mesure, entrée brutalement en vigueur le 1<sup>er</sup> août à 0 heure, a été appliquée mercredi de façon très stricte aux postes-frontières roumains, créant d'immenses embouteillages. Les touristes ont refusé l'entrée en Roumanie aux touristes — y compris ceux des autres pays communistes, très nombreux en cette saison — s'ils n'étaient pas en possession de bons d'essence ou d'une somme en monnaie convertible équivalant à 20 dollars, des milliers de ressortissants est-européens se sont trouvés bloqués à la frontière. A Oradea, principal point de passage routier entre la Hongrie et la Roumanie, la file des voitures immobilisées dépassait, mercredi soir, 5 kilomètres. Les autorités hongroises ont envoyé sur place des équipes de secours afin d'aider les touristes à aménager des campements provisoires dans l'attente d'une solution.

La décision de Bucarest frappe aussi bien les touristes que les voyageurs en transit allant vers les plages bulgares. Les citoyens est-allemands et tchèques sont par leurs gouvernements respectifs à un pays occidental. Il en va de même des touristes bulgares, plus rares il est vrai, rentrant chez eux après un séjour en Occident. En revanche, les voyageurs, entrés en Roumanie avant le 25 juillet, ne seraient pas touchés par les nouvelles dispositions. Ils continueraient d'avoir le droit d'acheter du carburant, et les roumains. Il leur serait toutefois interdit de quitter le pays avec plus de dix litres d'essence dans leur véhicule. Les contrôles seraient systématiquement effectués à la frontière.

MANUEL LUCBERT.

La C.F.D.T. a publié, mercredi 1<sup>er</sup> août, un appel en faveur de la libération des dix militants des droits de l'homme arrêtés le 29 mai à Prague et incrimés de « subversion » (le Monde du 1<sup>er</sup> août). Exprimerait-il le souhait que les syndicates tchécoslovaques interviennent dans le même sens auprès des autorités, la Confédération écrit : « Onze ans après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques, les atteintes aux libertés se multiplient et les parodies de justice veulent imposer le silence à ceux qui combattent pour le simple respect des droits de l'homme. De tels actes ne peuvent qu'inquiéter toujours plus ceux qui croient et luttent pour l'édification d'une société socialiste fondée sur l'adhésion majoritaire des travailleurs et de la population, sur la libre expression des antagonismes, et non sur leur étouffement ».

## Union soviétique

### DANS UNE LETTRE OUVERTE A M. BREJNEV Cinq prix Nobel américains estiment que les persécutions politiques compromettent la coopération scientifique

Cinq prix Nobel américains viennent de demander à M. Brejnev, dans une lettre ouverte publiée fin juillet, de mettre un terme « aux persécutions politiques, ethniques et raciales » s'il ne veut pas laisser compromettre la coopération scientifique américano-soviétique. Des copies de cette lettre ont été adressées à l'ambassade d'U.R.S.S. à Washington et au président de l'Académie des sciences soviétique.

Les prix Nobel — les professeurs Anfinsen, Flory et McMillan (chimie), Chamberlain (physique) et Dehnbach (médecine) — soulignent que l'antisémitisme continue à « empoisonner l'atmosphère de la coopération entre les deux pays », et dénoncent les restrictions mises par le K.G.B. aux déplacements des savants soviétiques à l'étranger. Ils s'efforcent en particulier contre le fait que, dans les congrès internationaux, les délégations soient toujours accompagnées d'agents des services secrets et que des personnalités invitées soient souvent remplacées par des chercheurs de peu de valeur. Les autorités soviétiques, concluent-ils, auraient tort de sous-estimer le rôle du professeur et l'étendue de la désaffection envers la coopération scientifique qu'engendrent chez les savants américains ces actions oppressives.

### Le comité des physiciens français

En France, les membres du Comité des physiciens (1) ont décidé d'entreprendre de nouvelles démarches en faveur de leur collègue Youri Orlov, ancien président du comité Helsinki de Moscou, condamné, le 18 mai 1978, à sept ans de camp de travail et cinq ans d'exil en Sibérie pour « agitation et propagande antisoviétiques ». Ses proches n'ont plus reçu de lettres de lui depuis avril : ni sa femme ni son avocat ne sont autorisés à lui rendre visite. Cette situation inquiète d'autant plus la famille

## Pologne

Le Comité national polonais pour la paix a démenti mercredi 1<sup>er</sup> août avoir donné son accord à la venue à Varsovie de la caravane pour le désarmement organisée par le parti radical italien. Cette caravane devait traverser l'Europe de Bruxelles, siège de l'O.T.A.N., à la capitale polonaise, siège du pacte de Varsovie. Le Comité polonais pour la paix s'est en revanche déclaré disposé à poursuivre des discussions avec les organisateurs de cette manifestation sur les méthodes propres à promouvoir le désarmement. — (A.F.P.)

# HOTEL

# HOTEL

# HOTEL

# TRUSTHOUSE

1. N. I. H. H. G. Hotel La Trémo sont à vendre, attention de la v
2. Trusthouse de cet investissement Depuis l'acq
3. Lom bissements é l'ement c contraire à d'autres ré sements.
4. Le que que os au personnel sement ou sement actu

# TRUS

## Des bons introuvables

Du côté roumain, on fait valoir qu'il n'existerait aucun problème pour les citoyens est-européens possesseurs de bons d'essence achetées dans leurs pays respectifs ce mois-ci. L'absence de bons introuvables, est que la Roumanie n'a pas, pour le moment, passé d'accords avec ses partenaires autorisant une telle procédure. Des bons sont introuvables. Cet état de choses est d'autant plus étrange que le premier ministre roumain, M. Ilie Verdeț, se trouvait il y a quelques jours, en visite à Budapest, et que ses conversations, principalement économiques, avec ses interlocuteurs hongrois lui offraient l'occasion d'aborder le sujet s'il l'avait souhaité.

Les réactions des pays « frères » aux mesures « unilatérales » prises par Bucarest sont plutôt amères. Mercredi, le radio et la télévision de Budapest ont consigné à plusieurs reprises aux touristes hongrois qui avaient l'intention de passer leurs vacances en Roumanie de renoncer à leur projet.

## ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs puissent bénéficier de réductions sur leur journal pendant leur séjour en France ou à l'étranger. Pour permettre à ceux d'entre eux qui désirent une réduction d'être assurés de lire le Monde, nous acceptons d'abonner de nouveaux lecteurs d'une durée minimum de deux semaines, aux conditions suivantes :

FRANCE :

Quinze jours	31 F
Trois semaines	48 F
Un mois	63 F
Un mois et demi	80 F
Deux mois	97 F
Deux mois et demi	114 F
Trois mois	131 F

ETRANGER (taux normale) :

Quinze jours	46 F
Trois semaines	63 F
Un mois	80 F
Un mois et demi	97 F
Deux mois	114 F
Deux mois et demi	131 F
Trois mois	148 F

EUROPE (taux) :

Quinze jours	57 F
Trois semaines	74 F
Un mois	91 F
Un mois et demi	108 F
Deux mois	125 F
Deux mois et demi	142 F
Trois mois	159 F

Dans ces tarifs sont compris les frais d'expédition et d'abonnement. Pour faciliter l'acquisition des abonnements, nous offrons aux lecteurs de bien vouloir nous adresser leur commande par chèque ou mandat postal. Les chèques doivent être libellés en francs français. Les mandats doivent être libellés en francs français.

# National Airlines

## La compagnie aérienne du soleil.

Trois fois par semaine, un vol National Airlines vous emmène directement à Miami. Le jeudi, vous quittez Orly à midi et vous arrivez à 15 h 10. Le dimanche et le lundi, vous partez à 12 h 45 et vous arrivez à 15 h 55. Sous un soleil éclatant.

Comme National Airlines possède sa propre aéroport, les formalités de douane sont très rapides.

Une fois que vous vous serez reposé à Miami, National Airlines vous fera découvrir toutes les grandes villes des Etats-Unis, avec ses vols vers la Nouvelle-Orléans, Houston, Los Angeles, San Francisco, ou encore San Juan et les Caraïbes.

Les prix? Avec le tarif "loisirs", l'aller et retour Paris-Miami ne vous coûtera que 2.685 F. Il vous suffit de séjourner entre 13 et 60 jours.

Si la Floride vous tente, allez vite voir votre agent de voyages, ou appelez-nous au 565.17.66. A bientôt.



PUBLICITÉ

# HOTEL GEORGE-V HOTEL PLAZA-ATHENEE HOTEL LA TREMOILLE

## TRUSTHOUSE FORTE ANNONCE :

1. Ni l'Hôtel George-V, ni l'Hôtel Plaza-Athénée, ni l'Hôtel La Trémoille, ni la Blanchisserie hôtelière ne sont à vendre, et Trusthouse Forte n'a aucune intention de les vendre.

2. Trusthouse Forte est extrêmement satisfait de cet investissement.

Depuis l'acquisition des hôtels, le Groupe a dépensé environ 120 millions de francs pour moderniser et améliorer ces établissements, ce qui lui a permis d'atteindre le plus haut chiffre d'affaires de l'hôtellerie française.

3. Loin d'avoir l'intention de revendre les établissements qu'il a acquis, et auxquels il est particulièrement attaché, Trusthouse Forte cherche au contraire à réaliser, aussi bien à Paris que dans d'autres régions de France, de nouveaux investissements.

4. Le Groupe n'a aucune intention de changer quoi que ce soit aux conditions actuelles d'emploi du personnel, qu'il s'agisse des contrats d'établissement ou du système de participation et d'intéressement actuellement en vigueur.

### TRUSTHOUSE FORTE LIMITED

1, Jermyn St. LONDON S.W.1

**Union soviétique**  
UNE LETTRE OUVERTE A M. BREJNEV  
Cher prix Nobel américains estiment  
que les persécutions politiques  
compromettent la coopération scientifique

**Pologne**

**vous**  
**Miami**  
**ache**

**ional**  
**ines**  
du soleil.

0751 071 124



Le Monde

## politique

## Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres a réuni mercredi 1<sup>er</sup> août au Palais de l'Élysée sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. À l'issue de la séance, le communiqué officiel suivant a été rendu public :

## ● LA RECHERCHE

Le secrétaire d'État auprès du premier ministre chargé de la recherche a présenté une communication sur les grandes orientations de la recherche pour la prochaine législature.

La France doit se fixer pour objectif de figurer parmi les premiers nations industrielles pour la qualité, l'efficacité et le volume de sa recherche.

Le développement et la valorisation des efforts de recherche permettront ainsi non seulement au progrès général des connaissances mais constitueront aussi un atout essentiel de notre pays pour maintenir sa capacité de croissance et de mieux-être dans la nouvelle situation économique mondiale.

Le secrétaire d'État, après avoir dressé le bilan des mesures mises en œuvre depuis 1975, a présenté un ensemble d'orientations qui ont été approuvées par le conseil des ministres :

— Les crédits publics de recherche croîtront au cours des prochaines années à un rythme tel que la part du P.I.B. de la France consacrée à la recherche se rapproche progressivement de celle atteinte dans les pays industrialisés de dimension comparable et les plus actifs dans la recherche ;

— L'accès à la recherche des jeunes diplômés sera favorisé grâce en particulier à un encouragement à la mobilité ;

— Les efforts de recherche seront orientés en vue de valoriser les acquis scientifiques et technologiques arrivés à maturité (technologies de l'information et de la communication, technologies spatiales, océanologie, biologie) et d'intensifier l'effort dans les domaines possédant un impact important sur l'approvisionnement en énergie et en matières premières ;

— Afin d'améliorer l'efficacité et la cohérence des travaux de recherche, l'élaboration de budgets de programme sera encouragée dans les organismes de recherche et des financements spécifiques seront affectés aux laboratoires qui s'engagent, en coopération avec d'autres,

sur des programmes conformes aux orientations prioritaires de recherche ;

— L'institution de « groupements d'intérêt scientifique » permettant le travail en commun de partenaires d'origines diverses, sans constitution d'organismes nouveaux, sera mise en œuvre afin d'encourager la décentralisation des responsabilités et le développement de la coopération tant entre laboratoires qu'entre organismes et entre secteurs public et privé.

Le président de la République a souligné la nécessité d'inscrire l'effort de recherche de la France dans une perspective scientifique et technique à long terme comportant la plus large vision internationale. Il a demandé au secrétaire d'État de la recherche de réunir les éléments de cette perspective sous la forme d'un « Livre blanc » sur la contribution de la recherche scientifique au progrès de la France pour la période 1980-1990 ». Ce Livre blanc, à l'élaboration duquel seront notamment associées l'Académie des Sciences, sera publié au printemps de 1980. Il conviendrait de prévoir sa mise à jour périodique de manière à disposer d'un état permanent des sciences et techniques françaises.

(Lire page 17.)

## ● LA TOXICOMANIE

Le ministre délégué auprès du premier ministre a présenté au conseil des ministres le bilan des actions menées par les pouvoirs publics pour lutter contre le développement de la toxicomanie et l'information et la coordination des actions des spécialistes de la lutte contre la drogue — policiers, gendarmes, douaniers, magistrats, médecins, chefs d'établissements scolaires et éducatifs — ont été renforcées.

Cependant, il semble que l'usage de certaines drogues telles que le hashisch, l'héroïne et l'hécher continue à se répandre parmi les jeunes. Un nouvel effort d'information sera développé en direction des familles et au sein des établissements scolaires.

Bien que les sautes de drogue aient considérablement augmenté en 1978, l'efficacité des moyens de lutte contre le trafic des stupéfiants sera encore renforcée.

A cette occasion, le ministre de la santé et de la Sécurité sociale a annoncé la réunion prochaine de la

commission interministérielle des stupéfiants dont il assure la présidence. Cette instance proposera aux ministres concernés les moyens d'appliquer les recommandations contenues dans le rapport du groupe de travail présidé par Mme Monique Pelletier.

(Lire page 15.)

## ● LES OPERATIONS CULTURELLES EN REGION PARISIENNE

Le ministre de l'environnement et du cadre de vie et le ministre de la culture et de la communication ont fait le point de l'état d'avancement du projet du Parc de la Villette. L'aménagement public chargé de l'aménagement a été créé par décret du 13 juillet 1978. Les études sont en cours et les premiers travaux commenceront en 1980.

Le programme de cette opération comportera l'aménagement des jardins, la construction d'un musée des sciences et des techniques, puis, à partir de 1983, celle d'un ensemble musical.

Le ministre de la culture et de la communication a précisé l'état d'avancement des autres grands projets culturels en cours par l'État dans la région parisienne :

En ce qui concerne le projet de musée du XIX<sup>e</sup> siècle, dont la réalisation est prévue dans les locaux de la gare d'Orsay, l'achèvement de l'opération permet d'ouvrir au public un musée de la construction d'un musée des sciences et des techniques, puis, à partir de 1983, celle d'un ensemble musical.

Le ministre a également présenté le projet de réaménagement et de réutilisation du Grand Palais. Cet édifice, qui sera restauré, conservera sa vocation d'accueil de grandes expositions et manifestations culturelles, en outre, il abritera, à partir de 1983, les locaux d'un Centre de la presse, dont un premier élément fonctionnera dès 1980.

Le ministre de la culture et de la communication a exposé les grandes lignes de la réforme de la gestion des grands domaines nationaux (Versailles, Saint-Cloud). Un programme portant sur la préservation de ces domaines et sur l'accueil du public a été adopté. De même, le réaménagement du jardin des Tuilleries sera réalisé de 1979 à 1981.

(Lire page 16.)

## ● LES BAUX COMMERCIAUX

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi concernant le régime des baux commerciaux.

Ce projet vise à simplifier les rapports entre les propriétaires et les locataires. Il prévoit également qu'en cas de renouvellement d'un bail, le montant du loyer — qui doit nécessairement correspondre à la valeur locative des lieux — sera librement fixé par les parties intéressées. Le plafonnement appliqué depuis 1975 par référence à un coefficient annuel de variation sera supprimé.

Enfin, au locataire pourra élever des activités différentes de celles prévues au bail à condition d'en avertir son propriétaire, ainsi que, le cas échéant, les créanciers qui ont son fonds en gage.

Les nouvelles activités susceptibles d'être exercées en application de cette disposition seront celles du commerce de détail, à l'exclusion des débits de boissons, ainsi que les activités artisanales.

Ce projet de loi réalise, dans le respect des principes de la propriété

commerciale, un nouvel équilibre entre les intérêts des propriétaires et ceux des locataires. Conformément aux objectifs généraux de la politique du gouvernement, il devrait faciliter l'adaptation et la modernisation du secteur du commerce.

## ● LES FRANÇAIS A L'ÉTRANGER

Le ministre des affaires étrangères a fait une communication sur la création d'une direction des Français à l'étranger.

L'augmentation du nombre de nos compatriotes à l'étranger ainsi que l'évolution du caractère des communautés qu'ils forment, désormais largement composées de techniciens et d'expatriés pour des brefs séjours et attendant davantage des autorités françaises, rendent la création de cette direction nécessaire.

Aux besoins traditionnels de protection juridique s'ajoutent chez ces Français de l'étranger le souci d'un renforcement de leur sécurité d'une protection sociale accrue ainsi que d'une amélioration de la scolarisation de leurs enfants. La réinsertion dans la communauté nationale est également une préoccupation majeure des Français à l'étranger.

Les structures de la nouvelle direction permettront de traiter efficacement ces différents problèmes et ainsi de mieux répondre à l'attente des Français se trouvant à l'étranger et dont le rôle dans l'expansion de notre économie doit être systématiquement encouragé.

La création d'une direction des Français de l'étranger au ministère des affaires étrangères résulte en fait d'une restructuration de l'actuelle direction des Français de l'étranger, administratives et affaires consulaires, dirigée par M. Claude Chavet. Destinée à rendre service aux Français de l'étranger (un million et demi de personnes, estime-t-on), elle regroupera tout ce qui les concerne : informations sur les lois, assistance sociale, scolarité, accueil des expatriés en difficulté, etc. (Le Monde du 19 avril).

## ● L'ENSEIGNEMENT MUSICAL

Le ministre de la culture et de la communication a souligné l'intérêt nouveau que suscite, dans la population française, l'enseignement de la musique et de la danse depuis une dizaine d'années. Malgré l'effort considérable et sans précédent des collectivités locales et de l'État en ce domaine, il n'a pas été possible de faire intégralement face à la demande.

En conséquence, le gouvernement continuera l'effort entrepris en 1975 pour accroître, dès 1980, la place de l'enseignement de la musique dans les établissements scolaires par la mise en œuvre d'actions nouvelles.

Il agira ainsi en faveur des conservatoires lorsqu'ils constitueront des écoles municipales contrôlées.

D'autre part, l'enseignement supérieur de la musique sera renforcé grâce à la création d'un conservatoire national supérieur à Lyon en octobre 1979 et à des mesures de restructuration administrative et pédagogique.

Enfin, la pratique de la musique par les amateurs sera favorisée par l'instauration, à titre expérimental, d'ateliers musicaux.

Cette politique complète l'effort que l'État, comme les collectivités locales, consent en faveur de la culture musicale. Elle favorisera ainsi la pratique musicale diversifiée. Elle constitue l'une des priorités du ministère de la culture et de la communication pour l'année 1980.

(Lire page 16.)

## Nominations militaires

Sur la proposition de M. Yves Bourges, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 1<sup>er</sup> août 1979 a approuvé les promotions et nominations suivantes :

## ● CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ARMÉE DE TERRE

Sont nommés membres : le général d'armée Claude Valentin, commandant la 1<sup>re</sup> division blindée, le général de corps d'armée Bernard Lemaître et Pierre Brasari, le général de division Alfred Maître.

## ● TERRE

Sont nommés : adjoint au général gouverneur militaire de Lyon et commandant la 4<sup>e</sup> région militaire, le général de division René Xhaard ; major régional de la 1<sup>re</sup> région militaire (Meylan), le général de division Marcel Lafont ; adjoint au général gouverneur militaire de Paris, commandant la 3<sup>e</sup> division d'infanterie et la 1<sup>re</sup> division militaire territoriale, le général de brigade Georges Longereux ; directeur adjoint des centres d'expérimentations nucléaires, le général de brigade Jacques Merlet ; commandant la 10<sup>e</sup> division blindée et la 63<sup>e</sup> division militaire territoriale, le général de brigade Jean-André Jarige ; commandant l'école d'application de l'infanterie, le général de brigade Louis Piteil ; chef de la division « organisation logistique » à l'état-major des armées, le général de brigade Raymond Couffon ; commandant l'artillerie du 2<sup>e</sup> corps d'armée et des forces françaises d'Allemagne, le général de bri-

gade Olivier Le Taillandier de Gabory ; adjoint « opérations » au général commandant la 2<sup>e</sup> division blindée, le général de brigade François de Gerin-Roze.

## ● CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ARMÉE DE L'AIR

Sont nommés : vice-président, le général d'armée aérienne Guy Fleury ; membres, les généraux de corps d'armée Michel Forget et Paul Vaujour, le général de division aérienne Jean Saulnier.

## ● AIR

Est nommé directeur des centres d'expérimentations nucléaires, le général de division aérienne Michel Rouyer.

Est promu général de brigade aérienne, le colonel Michel Forget.

Est mis à la disposition du premier ministre, pour être affecté au secrétariat général de la défense nationale, le général de brigade aérienne Jean-Paul Salini.

## ● ARMEMENT

Sont promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de deuxième classe Maurice Bailly et Robert Gallardot ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Olivier Legrand, Michel Desjardes et Gilbert Bonn (nommé adjoint au chef du service technique des engins tactiques à la direction technique des engins).

Sont nommés : directeur des personnels et affaires générales de l'armement, l'administrateur civil hors classe Fernand Desbordes ; adjoint au chef du service technique des constructions et armées navales, chargé de la coordination armée et équipement, l'ingénieur général de deuxième classe Louis Bulos.

## Une délégation parlementaire souligne les « défaillances des pouvoirs publics » dans l'application des lois outre-mer

La délégation de la commission des lois de l'Assemblée nationale qui avait été chargée, au cours de la session d'automne 1978, d'examiner les conditions d'application des lois, et en particulier des textes sociaux, dans les départements d'outre-mer, vient de déposer un rapport concluant la mission d'information qu'elle a effectuée du 14 au 25 février en Guadeloupe, Martinique et Guyane. Ses quatre membres, MM. Claude Duhinin (R.P.R., Nord), Gérard Houlier (P.S., Haute-Garonne), Maxime Kalkinsky (P.C., Val-de-Marne) et Jacques Richomme (U.D.F., Calvados), soulignent que, trente-trois ans après la promulgation de la loi du 19 mars 1946 visant à assurer les citoyens des DOM de l'égalité des droits avec les citoyens de la métropole, « cette égalité n'est pas entrée dans les faits à plusieurs égards ».

C'est ainsi notamment que l'on constate des « retards fréquents » dans l'application des lois outre-mer. Il arrive même que certains décrets ne soient jamais publiés : « Ainsi la loi du 23 décembre 1972, portant création de la prime de mobilité des jeunes, n'a pas encore été appliquée aux DOM, indique le rapport de la délégation, ni la loi n° 72-1169 du même jour garantissant aux travailleurs salariés une rémunération mensuelle d'indemnité. Ces retards existent même lorsqu'il s'agit de lois spécifiques aux DOM, ajoutent les députés, ce qui est d'autant plus critique que leur application ne suscite ni difficulté ni « adaptation » : par exemple, la loi du 31 décembre 1974, organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles dans les DOM, n'était pas encore entrée en application quatre ans plus tard ».

Dénouant les « défaillances des pouvoirs publics », la délégation souligne également les nombreuses « lacunes » existant outre-mer par rapport à la métropole dans le régime des prestations sociales. Elle cite de nombreux exemples : la différence actuelle entre le niveau du S.M.C. métropolitain et celui applicable aux DOM est de 18,5 % en Guyane et de 13,5 % en Martinique et Guadeloupe ; elle est de plus de 500 francs en ce qui concerne la R.A.P. À propos de l'indemnisation du chômage, « on peut s'interroger, déclare le rapport, sur les motifs autres que d'ordre strictement financier, qui ont conduit à écarter pour les DOM le bénéfice des dispositions

de l'ordonnance de juillet 1967 ». La délégation laisse entendre que les pouvoirs publics redoutent les effets financiers, sur les entreprises, d'une indemnisation analogue à celle pratiquée en métropole, dans des départements où le taux de chômage atteint 20 % environ de la population active. Parmi les autres disparités soulignées figurent aussi : les conditions d'ouverture des droits aux prestations en espèces à la suite d'un arrêt de travail excédant six mois qui sont « plus strictes qu'en métropole » ; l'« annualisation » de l'ouverture des droits aux prestations en nature, qui « n'a pas été étendue aux DOM » ; l'existence, dans ces départements, du service d'aide ménagère, etc. Au chapitre des anomalies d'ordre médical le rapport déplore notamment les restrictions actuelles dans la prise en charge, par les caisses de sécurité sociale, de la drépanocytose, maladie du sang particulière à la race noire : « En l'état actuel de la législation le traitement de cette affection n'est pris en charge à 100 % que dans la mesure où elle atteint un degré de gravité permettant son assimilation à une anémie grave. On s'aperçoit ainsi que, trop souvent, cette maladie n'est soignée que lorsqu'elle est à un stade avancé, nécessitant l'hospitalisation ».

En conclusion les quatre députés soulignent en particulier : « L'égalité des droits est une aspiration fondamentale des populations d'outre-mer, dont il convient de ne pas méconnaître la portée ; on ne saurait y répondre en se bornant à rappeler ce qui a été fait dans le sens du rapprochement, ou en montrant que la comparaison du niveau de vie des DOM avec celui des pays voisins est un tel langage manifeste la différence de situation que l'on accorde à un département d'outre-mer ».

## Une lettre

de M. Michel Droit

À la suite de la publication de lettres de lecteurs dans le Monde du 31 juillet, M. Michel Droit nous adresse une réponse qui nous paraît devoir mériter un point final à cette controverse :

Il n'est pire sourd, dit-on, que celui qui ne veut pas entendre. Et cette remarque, prise dans son sens le plus large, peut évidemment s'appliquer à un tel lecteur.

Je viens d'en avoir trois preuves nouvelles en découvrant, dans le Monde, trois lettres inspirées par la réaction à l'éditorial de la Marcellaise de Serge Gainsbourg.

Une fois de plus, il me faut donc bien répondre. Avec pour cela, la confiance, une certaine lassitude.

Ainsi m'étais-je un jour permis de faire observer que Serge Gainsbourg était le premier citoyen français à constituer une petite fortune en interprétant la Marcellaise — que tant de nos compatriotes ont chanté avant d'aller mourir — ou plutôt en la proférant. Bon. Cela, on me l'aurait à la rigueur pardonné. Mais n'aurait-il pas cru devoir ajouter que les ministres bataillons de l'antisémitisme, que six cents martyrs n'ont pas réduits à l'inaction ni au silence, pourraient bien tirer de cette opération, tout à la fois blasphématoire et commerciale, de misérables arguments destinés à fournir quelques nouvelles vitamines à leurs plus méprisables campagnes ? Or, il paraît que redouter cela et le faire savoir était impardonnable.

Je n'ai jamais soutenu, bien sûr, que Serge Gainsbourg n'avait pas le droit de faire ce qu'il a fait et que le regard que les autres ont porté sur ses conséquences. Mais c'est à moi qu'on n'envoie pas dire que j'ai largement outrepassé mes droits en manifestant mes sentiments à cet égard et en écrivant donc ce que j'ai écrit.

Nous avons la chance de vivre dans un pays libre et adulte. Je pense qu'on y pourrait ainsi exprimer certaines choses graves sans se faire aussitôt prêter des sentiments contraires à ceux que l'on n'a jamais cessé de manifester au cours de sa carrière et de sa vie. En bien, si j'en crois mes derniers correspondants, il semble que je me sois trompé.

Comme se trompent sans doute les dirigeants de la Ligue internationale contre l'antisémitisme et le racisme qui m'ont amicalement invité à venir m'expliquer la-dessus leur journal le Droit de vivre.

Seraient-ils antisémites sans le savoir, eux aussi ?

Je commence à me le demander.

## BIBLIOGRAPHIE

## « MORT D'UNE GAUCHE », d'Alain Touraine

Deux années durant, au fil de chroniques publiées dans le *Matin*, le *Nouvel Observateur* ou la revue *Faire*, le sociologue Alain Touraine s'est efforcé d'offrir de la vie politique et plus particulièrement de l'activité des partis de gauche, une lecture qui ne soit pas simplement tactique, mais qui prenne en compte l'ensemble des forces sociales. En particulier, il a posé en principe que communistes et socialistes ne sont pas de simples équipes dirigeantes, mais expriment la volonté de l'état de la société française. La rupture de l'union de la gauche en septembre 1977, dans la mesure même où elle s'est produite, officiellement du moins, sur le seul problème de l'extension du pouvoir économique de l'État, lui est apparue comme doublement préoccupante. Dans l'immédiat, parce qu'elle remettait en cause la victoire possible de l'opposition. Plus fondamentalement, parce qu'elle illustrait ce qui lui paraît être un des plus graves travers de la vie politique française : la tendance de l'État à dominer la société et celle des partis à parler le langage de l'État plutôt que celui des citoyens.

« La dissociation des stratégies politiques et des revendications sociales met en danger la démocratie », écrit-il dans la longue introduction qu'il a rédigée à l'occasion de la publication d'une sélection de ses articles sous le

titre *Mort d'une gauche*. Cet épisode qui a vu les partis et l'opinion de gauche diverger marque-t-il la mort d'une gauche, celle qu'Alain Touraine accuse de « mener une politique d'auto-truisme », car elle « répète rituellement le langage des revendications et des idées du début du siècle » ? L'auteur l'espère dans la mesure où il appelle de ses vœux l'émergence d'une gauche, disons « rocardienne », capable d'une renaissance sociale et d'une responsabilité politique. Une gauche autogouvernée.

Encore faut-il, explique-t-il, ne pas confondre revendication sociale et défense des bureaucraties et du corporatisme. La France, qui est à la fois un pays industriel avancé et « le plus riche des pays sous-développés », n'échappera pas spontanément à l'interventionnisme étatique qui reste ancré dans ses traditions politiques. C'est justement en raison de cette situation qu'Alain Touraine combat « l'erreur ruineuse » consistant à croire qu'une union de la gauche serait plus aisée entre le P.C.F. et le P.S. « Ce n'est pas en renforçant la technocratie française, en concentrant les ressources dans quelques centres de pouvoir ou quelques organismes bien choisis, qu'on donnera à ce pays le moyen de surmonter la crise et la menace de sous-développement relatif ».

Alain Touraine, en prenant de fait le contrepied de la politique actuellement ébauchée par la nouvelle direction du parti socialiste, la gauche dont Alain Touraine souhaitait la mort est donc bien vivante.

T.P.

\* *Mort d'une gauche*, d'Alain Touraine, Ed. Caléide, 222 p.

● *Nominations au Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*. Par arrêté paru au *Journal officiel* du 2 août, M. Jean-Baptiste Duroselle, membre de l'Institut, professeur à l'université de Paris-I, est nommé vice-président du comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale. De son côté, M. François Badarida, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, est nommé directeur de ce même Comité.

● Une cérémonie se déroulera le mercredi 22 août à partir de 18 h. 15, dans les fossés du Fort Neuf de Vincennes, à la mémoire du commandant Léon Bouchet et de six de ses compagnons qui furent fusillés par les troupes allemandes, le 22 août 1944, pour faits de Résistance. Cette cérémonie est organisée par les associations d'anciens combattants, résistants de déportés et victimes de guerre de la R.A.T.P.

## PRESSE

● L'hebdomadaire « le Courrier des Veillées », à Chambourcy (Vendée), a été victime d'un attentat dans la nuit du 31 juillet au 1<sup>er</sup> août. Les dégâts sont peu importants. L'attentat n'a pas été revendiqué. Une première attaque avait été commise contre ce même journal en novembre dernier.

## ÉDITION

● Les sociétés d'édition *Hachette* et *Océopus Book Limited* (britannique) ont conclu un accord « en vue de la création en France d'une société commune, la *Compagnie internationale du livre* » (C.I.L.). La C.I.L. éditera notamment des traductions en français d'ouvrages écrits par Océopus et d'autres, en anglais, écrits par Hachette. MM. Armand Beressi (Hachette) et Paul Raymond (Océopus) sont respectivement nommés président et vice-président de la nouvelle société.

## STAGE DE PRE-RENTREE EN MEDECINE

4 semaines : du lundi 3 septembre au vendredi 28 septembre inclus

CEPES 2 centres : quartier latin ou Neuilly

Groupe de professeurs 57, rue Ch. Laffitte, 92 Neuilly, 722.94.94, 745.09.19







## la vie littéraire

## La sagesse de Maria

La vie de Maria Sabina n'a rien que d'ordinaire. Ses épreuves même apparaissent sans éclat. La « sage » mexicaine, qui accueille aujourd'hui photographes, ethnologues et étrangers en quête de Dieu, raconte d'une voix tranquille sa famille pauvre, son enfance sans père, la faim, le labeur : son mariage à quatorze ans, son double mariage, beaucoup de ses enfants morts ou assassinés ; plus tard, des blessures corporelles, des attentats, des persécution. Seulement, elle est née dans une tradition où la maladie est considérée comme châtiment divin : où l'on meurt, érigé par le Seigneur des tonnerres du « mal du diable » (des ganglions au cou). Et à sept ans, elle assiste en cachette à une première « valise » : un rituel de guérison qui comporte certaines espèces de champignons. A la suite de cette scène, elle mangera beaucoup de champignons, recevant d'eux images, force et sagesse.

Le récit pauvre et simple s'envole alors et tourbillonne, tel un enchantement. Maria Sabina s'ouvre à ce qui la traverse et la dépasse quand elle ingère les « petits saints », les « enfants sacrés », c'est-à-dire les champignons que nous, faute de mieux, faute de Dieu, nous appelons hallucinogènes. Elle voit les « Êtres principaux », prend connaissance du Livre, des paroles qui guérissent. Elle se met à danser l'univers, devient étoile, rosée, sarigue.

Après ces entrées, recueillies en 1975-1976, on peut lire la transcription des chants de la femme-médecine lors de ses trances. On s'émerveille alors de reconnaître que non

seulement l'esprit souffle où il veut, mais que, de l'Égypte ancienne aux Indes et au pays des Dogons, il est le même partout. (Autobiographie de Maria Sabina, la Sage aux champignons sacrés. Éditions du Seuil, 165 pages.)

JACQUELINE KELEN.

## La silhouette ascétique de Blas de Otero

Nous avons reçu ce témoignage de Claude Couffon sur Blas de Otero, le poète espagnol mort le 29 juin (le Monde daté 1<sup>er</sup> - 2 juillet) :

Je l'avais connu à Collioure en 1959. Il était venu d'Espagne avec quelques autres poètes rendre hommage au grand aîné, Antonio Machado, mort vingt ans plus tôt dans le petit port catalan français. Je le revols alors : haute silhouette ascétique sous le soleil primavernal de février, regard interrogateur entre les paupières plissées, sourire mélancolique, voix grave traînant comme un fleuve traîne ses galets bruisants des mots précis et exigeants : paix, liberté, clarté, justice, fraternité.

Quelques jours plus tard, à Paris, il me montra son dernier manuscrit que la censure de son pays venait d'examiner et d'interdire. Des cercles rageurs à l'encre rouge avaient entouré chaque mot, puis chaque vers, puis chaque strophe, puis le poème entier. L'Espagne repoussait un de ses maîtres livres que sa littérature, plus tard, relèverait : *En Castellano. Parler clair*. Le poète parlait trop clair pour l'obscurantisme officiel. Je traduis le manuscrit et le portai

à Pierre Seghers, qui le publia, bilingue, dans sa précieuse collection « Autour du monde ».

En 1963, François Maspéro éditait un livre antérieur de Blas de Otero, au titre significatif : *Je demande la paix et la parole*. Son chef-d'œuvre ! L'ouvrage avait eu plus de chance. Publié en 1955 par une petite maison d'édition d'une ville industrielle proche de Santander, il avait échappé à la censure.

De sa bibliographie, Blas de Otero paraît peu. Né à Bilbao en 1916, il avait étudié chez les jésuites, puis préparé une carrière de droit, qu'il n'exerça pas, et de lettres, qu'il avait abandonnée. Resté en Espagne après la guerre civile, il n'avait plus vécu que par et pour la poésie. Dans ses premiers recueils : *Cantique spirituel* (1942), *Ange féroce* (1950), *Requiem de conscience* (1951), il avait d'abord cherché Dieu, à travers de beaux et fervents sonnets. Calcul ne lui ayant répondu que par la silence ou la violence, il s'était résolu à tourner vers l'homme, l'Espagnol opprimé par la dictature, l'Espagnol solitaire, oublié, qui s'avancait avec angoisse dans le vide et la nuit de sa vie. Exprimer par le poème la souffrance collective d'un peuple bâillonné, bafoué dans sa dignité et dans ses droits les plus élémentaires, mais aussi l'encourager à la résistance, au combat, à l'espoir, devant pendant trente ans l'obsession de Blas de Otero.

Aujourd'hui, son œuvre chante dans toutes les mémoires des Espagnols, qui récitent par cœur nombre de ses poèmes. Demain, elle sera, par son authenticité, un précieux et émouvant témoignage pour qui voudra savoir ce qu'était l'Espagne sous Franco.

CLAUDE COUFFON.

## lettres étrangères

## Knut Hamsun

(Suite de la page 9)

D'autant que son comportement est loin d'être clair ni même rassurant. Il est plus celui d'un voyeur, d'un témoin, d'un meneur de jeu quelque peu démoniaque, que d'un amant en puissance. Déjà, dans *la Faim*, il s'amuse à suivre deux jeunes femmes et à les troubler par une attitude pour le moins équivoque. Il séduit moins qu'il n'intrigue, retient d'autant plus qu'il inquiète, n'attire que pour mieux rejeter. Il y a du sadomasochisme en lui. Impuissance, timidité profonde devant la femme, ou orgueil incommensurable qui préfère le refus à l'échec, l'imaginaire au réel. Cet orgueil ou cette haute opinion de soi-même, on en trouve également trace dans son itinéraire professionnel. Où qu'il aille, il invente des choses que les autres, avant lui, n'avaient su voir : ici un système d'adduction d'eau, là une machine à mieux scier les troncs d'arbre sans se fatiguer. Mais à peine les a-t-il inventés qu'il s'en désintéresse. Et si quelqu'un d'autre s'en empare, dans l'état d'abandon où il les a laissés, il joue les orgueilleux blessés. Une réflexion de la *Dernière Jote* incline à cette

version : « L'on m'honore pour le travail d'écrivain que j'ai accompli depuis si longtemps ; mais, dans ce cas, j'aurais dû être récompensé quand j'étais plus jeune, alors que je le méritais... » Et, plus loin : « Considérant ce que les auteurs de livres font au monde et ce que le monde fait des auteurs de livres, je dirai que c'est la plus grande anomalie que le monde d'aujourd'hui ait à nous offrir... »

On comprend mieux dès lors, à lire l'essentiel de son œuvre, ce qui a pu le pousser vers les idées nazies et à s'en faire le propagandiste. Moins une réaction sociale ou antisociale qu'une disposition psychologique. Le sentiment d'être quelqu'un à part, supérieur à la masse. La rage d'être incompris alors qu'on ne se comprend pas bien soi-même ou que l'on a un comportement incompressible aux yeux du plus grand nombre.

Ce sentiment explique aussi son attitude devant l'amour et devant les femmes. Le refus par peur de ne pas atteindre aux sommets auxquels on aspire. Le rejet du relatif par une trop grande ambition de l'absolu. Le refuge dans les valeurs stables, immuables et reposantes : la nature, les forêts, les mers, les instincts élémentaires. Le retour à la matrice originelle. La fusion dans l'immense tout.

Ce sentiment, Knut Hamsun lui-même lui a donné un nom. Il s'appelle neurasthénie.

On comprend dès lors également que, à l'heure où il fallait régler les comptes, la justice de son pays ait préféré lui attribuer le statut de malade.

« Avant nous, il n'y avait pas de nous », disait Gide. Non, pas précisément comme dans l'Inferno de Stendhal ; mais du moins à quelqu'un qu'il n'aurait pas vu et qui reste sans cesse sur le point de s'y précipiter à cœur perdu.

« Ah ! ajoutait-il, combien toute notre littérature, par là, auprès de tels livres, raisonnable. Quels gouffres nous environnent de toutes parts, dont nous comptions seulement à entrevoir les profondeurs ! Notre culture méditerranéenne a dressé dans notre esprit des garde-fous dont nous avons le plus grand mal à secouer enfin les barrières... »

Heureusement, depuis, l'esprit contemporain a fait du chemin. Il faut lire Hamsun, comme on se penche sur ses garde-fous, comme on s'interroge sur ses abîmes.

PAUL MORELLE.

\* **KNUT HAMSON. SOUS L'ÉTOILE D'AUTOMNE**, traduit du norvégien par Régis Boyer-Calmann-Lévy, 228 p., UN VAGABOND JOUE ET SOULEVINE, traduit par Régis Boyer-Calmann-Lévy, 228 p., LA DERNIÈRE JOIE, traduit par Régis Boyer-Calmann-Lévy, 240 p., LA FAIM, traduit par Georges Sarrasin, préface d'André Gide, introduction d'Octave Mirbeau, P.U.F., 210 p.

## colloque

## Céline aux rayons X...

• Que faire de Louis-Ferdinand ?

TRENTE-SEPT ans après le coup de « sonnerre du Voyage au bout de la nuit », que faire de Louis-Ferdinand Céline ? Le récent colloque international d'études céliniennes (Paris, 17-19 juillet) (1), n'avait pas à donner une réponse d'ensemble à la question, qui, selon toutes les apparences, restera posée longtemps encore, tant il est vrai que nous n'aimons guère à remettre en cause des jugements simplificateurs.

Ses travaux n'en ont pas moins été importants. D'abord négativement en quelque sorte, en rendant sensible le poids des interdits informels ou bredouillés qui pèsent encore en France sur le développement des études céliniennes. On se félicitera que celles-ci aient pris de solides racines en Grande-Bretagne, au Canada, aux États-Unis et en Belgique ; plus récemment en Allemagne fédérale. Mais le colloque a montré ou confirmé la multiplicité et la complexité des voies de recherche offertes aux céliniens ; recherches dont pour bien des raisons (et en premier lieu le caractère profondément « indigène » de l'écriture de Céline), il serait souhaitable que des Français (et) plus nombreux assurent une plus grande part.

gement autobiographiques (et à peu près entièrement pour la trilogie allemande), les romans empruntent beaucoup à des « modèles » vivants connus de Céline : ainsi pour Bardamu (communication de P. Lainé, de Tanger), et pour les personnages français (souteneurs et truands, et en particulier Cascaide), de « Guignol's Band ». Les deux admirables « panneaux » londoniens paraissent prendre d'ailleurs une importance grandissante dans notre vision de l'œuvre ; partis des quelques semaines de séjour de Céline à Londres en 1916, ils ont foisonné jusqu'à être sans doute le meilleur raccourci des hallucinations fondamentales de Céline, et de sa technique romanesque.

JACQUES CELLARD.

(1) Société des études céliniennes, 5, rue Sébastien-Bottin, 75007 Paris.

## Le Messie et le plombier

Quelle différence y a-t-il entre eux ? Il se peut qu'un jour le Messie apparaisse.

« Rire à Jérusalem »

Ephraïm Kishon

Albin Michel, 11, rue de la Harpe, Paris

## Un cycle romanesque proustien

Les deux plus prometteuses de ces voies de recherche paraissent être actuellement, d'une part, les techniques narratives de Céline et, d'autre part, les sources historiques ou biographiques du cycle romanesque.

En dehors des cercles céliniens bien informés, la réalité et l'ampleur de ce cycle romanesque sont méconnues, soit que l'attention se fixe sur les pamphlets, soit qu'elle aille à des éléments formels, et parfois anecdotiques : l'argot, les points de suspension, l'obscurité, etc.

Cependant, il n'est plus guère contesté que Céline a consciemment souhaité se situer par rapport à Marcel Proust ; et en effet, à bien des égards, le cycle des romans est très comparable à celui de la « recherche », à un quart de siècle de distance pour son origine et, il est vrai, plus de trente ans pour son achèvement.

Les travaux du colloque ont montré que, tout en restant lar-

## Allô Libé bobo...

PAPA ! Félix Gilbert, si tu vois cette annonce, écris-moi, je suis ton fils. Tu es parti en 1984, j'étais tout petit, le temps passe vite !

Éditions CANDEAU

## LIRE

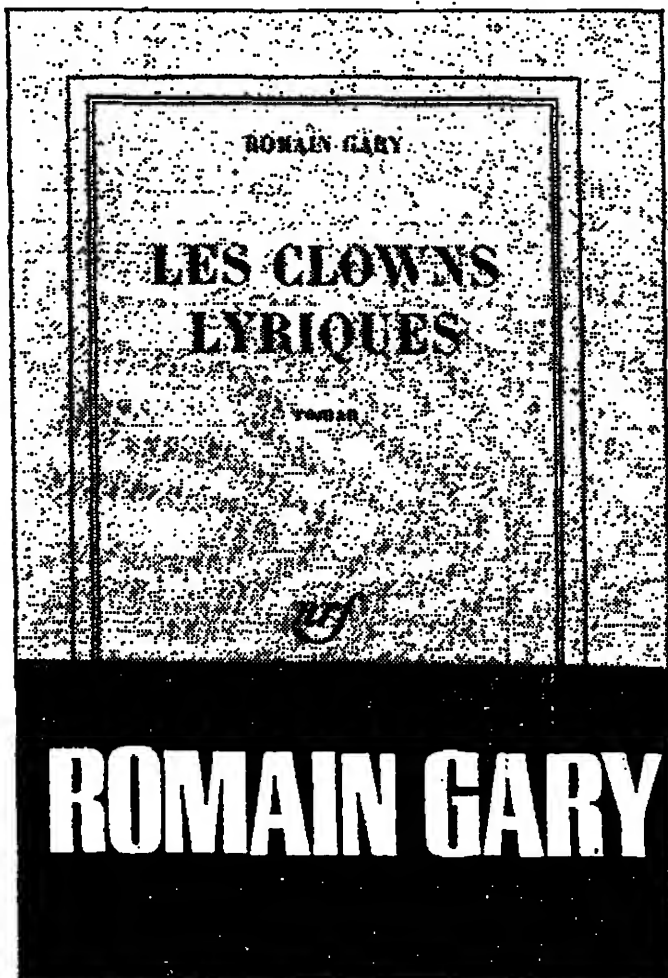
en été

## Romain GARY

Des clowns lyriques

— c'était ainsi que Gorki appelait les idéalistes — tentent d'oublier un monde en proie aux « causes sacrées » et de se débarrasser, par le burlesque et la dérision, de l'espoir irrépressible qui les torture. Tous ces tendres voient dans l'amour le seul refuge où l'homme peut abriter sa tête rêveuse.

GALLIMARD



## TERRE HUMAINE

Collection dirigée par JEAN MALAURIE

C-F Ramuz  
La pensée remonte les fleuves

Essais et réflexions



« A l'heure où tout f... le camp voilà un livre qui donnera la force d'aller de l'avant : de se dépasser. »  
A. BORETTI  
« LE SOIR » (Marseille)  
« Ramuz et nous. Le marxisme. Ramuz fait mieux qu'en utiliser la langue ; il le reinvente. »  
A. WURMSER  
« L'HUMANITE »  
« Voilà soixante-dix ans que les Français "ratent" Ramuz : ne serait-il pas temps de lui rendre justice ? L'occasion est idéale. »  
F. NOURRISSIER  
« LE FIGARO MAGAZINE »

DERNIER OUVRAGE PARU

JOSEPH ERLICH

La flamme du Shabbath

Le Shabbath - moment d'éternité - dans une famille juive polonaise

PLON







## sciences humaines

## La première anthologie « brute »

● Un « folklore de l'excommunication ».

L'ONGTEMPS, ces textes furent introuvables. Pour qui s'intéressait aux écrits d'Alcée, de Jayet, de Muller, de Tripler, seuls quelques extraits en étaient lisibles dans les *Cahiers de l'art brut*. Une véritable anthologie manquait : celle que nous présente aujourd'hui Michel Thévoz.

Michel Thévoz vient donc rassembler un vaste répertoire. Elle apporte, de surcroît, une éclatante confirmation aux analyses que proposait Thévoz lui-même, voici un an, dans *Le Langage de la rupture* (1).

S'il y a, en effet, un trait commun aux quatorze auteurs ici rassemblés, c'est qu'ils ont tous rompu avec la société, ses valeurs établies et son langage conventionnel. Tous, sauf Laure, ont été internés à un moment ou à un autre de leur vie, et quelques-uns d'entre eux sont morts à l'asile. Quant à Laure elle-même, si elle ne fut pas taxée de folie, alors qu'elle passait le plus clair de son temps à communiquer avec les esprits et affirmait avoir été, dans une vie antérieure, l'épouse de saint Pierre, elle ne dut son salut qu'à sa prudence : jamais, en effet, elle ne parla de ses activités — hormis à sa belle-sœur, qui n'y voyait qu'une innocente manie.

Bref, ces écrits bruts constituent, à leur manière, un étonnant « folklore de l'excommunication » (pour reprendre l'expression de Jean Baudrillard) et peuvent se lire, d'abord, comme des textes de folie, des actes de résistance à la culture académique — sans oublier que certains d'entre eux visent même directement la psychiatrie, dont la prétention thérapeutique et normalisatrice est sévèrement contestée. « Moi, Zibodandes I<sup>re</sup>, je le déclare à haute et intelligible voix, je fais faire évacuer tous les départs départementaux », lance Jeanne Tripler, entre autres invectives à l'encontre des médecins.

Ce qui est encore plus remarquable, c'est la forme extrêmement personnelle que prend,

chez chacun de ces écrivains, la protestation — ou ce que les psychiatres appelleraient « le délire ». Il y aurait sans doute beaucoup à dire sur les tentatives qu'impose Annette à la syntaxe ainsi qu'à l'orthographe, sur la fonction de la lettre « h » chez Joseph Heu ou bien du participe présent chez Marmont, sur la manière dont Doudin et Lecoq décomposent les mots en éléments phoniques pour recréer, ensuite, de subversives et inédites combinaisons sonores. On pourrait d'ailleurs aller plus loin et s'interroger sur les rapports privilégiés qu'entretiennent nombre de ces créations — entre autres, celles de Tripler et de Laure — avec le spiritisme : s'agit-il de linguistique, psychanalyse, sociologie, travestissement, dans ces écrits, de quoi alimenter leurs réflexions...

Un autre livre récent, *Folie vérité*, qui regroupe une dizaine d'exposés, tenus au cours d'un séminaire sur la psychose qu'animait Julia Kristeva, montre bien jusqu'où on peut aller dans une telle direction : Barthes, Lacan, René Thom et autres « hantés » y sont invités à expliquer ce que le fou vient de dire. Il en ressort sans doute, ici ou là, quelques aperçus intéressants ; mais le plus souvent, les textes psychotiques ne gagnent vraiment rien à se voir redoubler par le discours savant.

Est-il donc si urgent de les ensevelir sous le faix de notre pseudo-science ? N'est-ce pas encore une façon de les refuser aussi, sous prétexte que le refus médical ? Ces écrits, qui n'ont pas été rédigés en vue de la lecture, encore moins en vue de la publication, il vaudrait mieux tenter de les voir, aujourd'hui, avec des yeux d'enfant. Et que chacun, laissant son savoir au vestiaire, apprenne à se laisser éblouir par ces « auteurs » sans nom et sans mémoire, par ces textes merveilleux qui n'ont rien perdu de leur fraîcheur.

CHRISTIAN DEL CAMPAGNE.

\* ÉCRITS BRUTS, textes présentés par Michel Thévoz. PUR, coll. « Psychiatrie », 248 p., 1978. Le Seuil, 22 p.

(1) PUR, 1978. Cf. *Le Monde* du 26 mai 1978.

## L'utopie rustique

● Un sociologue met la ville à la campagne.

HENRI MENDRAS est l'un des meilleurs spécialistes européens de sociologie rurale. Il a montré la spécificité des sociétés paysannes et tenté d'estimer les conséquences de la disparition de cette civilisation dans nos pays industrialisés.

Aussi la petite utopie qu'il vient de publier après une dizaine d'ouvrages déjà classiques est-elle plus qu'un simple désenchantement d'intellectuel. Elle retient l'attention à plusieurs titres : par la manière dont la pensée du sociologue passe de la prospective à l'utopie, par sa source d'inspiration, à demi avouée seulement, et enfin par le plaisir d'une lecture toujours stimulante.

En l'an 2007, la République populaire de Khoragstan, miraculeusement indépendante, entre une U.R.S.S. qui s'effondre toujours à vouloir rattraper et dépasser l'Occident et une Chine toujours enrégimentée, se trouve placée, grâce à sa prospérité, devant un choix de société et envoie le camarade Alexis au Pays de l'Utopie Rustique, le PUR.

Alexis débarque dans un Paris qui a été reconquis par les artistes et se rend aussitôt dans les Cévennes où les communautés d'intellectuels soixante-huitards en rupture de parisianisme ont essaimé en autant d'abbayes de Thélème. Des ethnologues, qui sont paysans et artisans, enseignent à leurs enfants « le latin et le bûcheronnage ». Alexis est ensuite accueilli dans le Gers, où lui sont expliquées les structures agricoles, administratives et familiales du PUR, puis dans les Comminges où une civilisation de la forêt prospère sur les contreforts des Pyrénées.

L'autosuffisance, l'autogestion, la polyvalence pédagogique et professionnelle de chacun, l'intensité de la vie culturelle et sociale, et même religieuse, sont les traits dominants de cette nouvelle Arcadie.

On trouve là des idées qui étaient déjà plus qu'un germe dans la conclusion des *Sociétés paysannes* (A. Colin, 1976), mais surtout dans celle de la *Fin des paysans* (A. Colin, 1970), qui proposait l'ébauche d'une « harmonie » agricole du vingt et unième

siècle : après la disparition de la paysannerie traditionnelle se développerait une « agriculture marginale », de subsistance, de loisir ou de luxe à côté d'une agriculture industrielle organisée en ateliers de production spécialisés. Dans cette contre-société rurale résidentielle, la valeur d'usage deviendrait le moteur de l'économie.

L'inspirateur du PUR est le « Vieux Sociologue », qui avoue à Alexis avoir lui-même été inspiré par le livre d'un agronome russe, écrit en 1920, *Le Voyage de mon frère Alexis au pays de l'utopie paysanne*. Cet inspirateur anonyme est A. V. Tchayanov, spécialiste néo-populiste de l'économie paysanne qui, en tant que tel, ne survécut pas à la collectivisation.

« Réhabilité à titre posthume », il a, selon Mendras, « renoué la vision économique de tous les ruralistes ». Sa contre-utopie, publiée sous le pseudonyme de Ivan Krennikov (édité en français à l'Age d'homme en 1978, puis peu après en anglais dans *The Journal of Peasant Studies*), proposait, avant que l'échec de l'implantation forcée du communisme n'imposât la pause de la NEP, un modèle de société paysanne adapté aux traditions de la Russie, fondé sur la coopération et, comme chez Mendras, sur une révolution pédagogique. C'est cette utopie de 1920, « sans une ride et toujours prophétique », selon le « Vieux Sociologue », qui a permis et sans doute donné l'idée à H. Mendras d'exposer sous cette forme ses idées et ses aspirations. La symétrie est telle qu'on peut parler d'un *Second voyage de mon frère Alexis au pays de l'utopie paysanne*.

Belle revanche pour Krennikov-Tchayanov, dont le nom, cependant, trop longtemps oublié, méritait d'être cité.

La ville à la campagne. Le paradis paysan sans paysans : l'excroissance du PUR reste, malgré ce paradoxe, dans le domaine du possible. Cela peut faire de l'utopie d'Henri Mendras un bon sujet de discussion pour ceux qui passent des vacances rustiques.

MICHEL NIQUEUX.

\* VOYAGE AU PAYS DE L'UTOPIE RUSTIQUE, d'Henri Mendras. Éditions Arca/Sud 1978, 122 p. Paradoxe, Diffusion Pédagogie, 162 p.

## philosophie

Après la mort

de Herbert Marcuse, survenue le 29 juillet (1), Jean Marabini relate ses dernières rencontres avec le philosophe en Californie et en Bavière.

Il trace le portrait d'un homme qui a voulu, agir en faveur des opprimés de toutes sortes, et « combattre le découragement ».

Marek Halter offre une image plus ancienne de Marcuse.

Au cours d'une entrevue à Paris, l'auteur d'*Eros et civilisation*, lui avait cité cette phrase de Nietzsche :

« Quelle est la marque de la liberté réalisée ? Ne plus rougir de soi ».

Avec ces deux témoignages, nous publions des articles de François Châtelet, qui situe

Marcuse dans l'histoire de la philosophie, et de Jean Duvignaud, qui s'interroge sur son influence, en 1968.

François Châtelet insiste sur la valeur

que donnait Marcuse à la pensée négative, tandis

que Jean Duvignaud le représente comme un philosophe dépassé par son mythe.

(1) Voir l'article de Christian Delacour dans *Le Monde* du 31 juillet.

## La mort

Marcuse

la valeur

## Derniers désirs



\* Dessin de CAGNAT.

J'AI vécu avec Herbert Marcuse plusieurs semaines ce printemps et cet été en Californie après l'avoir déjà rencontré cet hiver. Nous avions rendez-vous ces jours-ci en Allemagne à l'Institut Max-Planck où nous devions partir pour l'Italie après un passage à Saint-Paul-de-Vence. Marcuse souhaitait y rencontrer Chagall qu'il n'avait pas revu depuis sa jeunesse. Ce désir insolite lui était venu alors que nous roulions, en mai 1978, sur les autoroutes californiennes, désertes, et qu'il exprimait avec une sorte de prémonition sa certitude de mourir bientôt. « Mais Chagall, lui dis-je, est encore très bien portant à plus de quatre-vingt-dix ans. » Il eut un sourire, en fumant son éternel cigare. Manifestement, ma remarque le réconfortait. Ensuite, toute la journée, Marcuse fut de bonne humeur, commentant d'un ton sarcastique la présence des automobilistes en colère qui se pressaient en files interminables devant les pompes d'essence, jusque sur le Sunset Boulevard de Los Angeles, où le gouverneur de la Californie, John Brown, caracolait à cheval avec Jane Fonda, au cours d'une manifestation pour protester contre les grandes compagnies pétrolières.

Son ami Bram Dijkstra, qui conduisait, fit remarquer à son tour : « Depuis vingt ans, tu prévois que les petits bourgeois qui ont remplacé partout les prolétaires vont se révolter un jour contre les grands trusts. C'est fait, et même Jimmy Carter va être obligé d'en tenir compte. » Marcuse se tourna vers moi : « Et dire que tu as écrit que j'étais un purisme à la retraite et que vous pensez, en France et en Europe, que je suis le « has been de 1968 ». Comme si la révolution et le combat pour la justice s'arrêtaient jamais. Moi 1968, c'était un symptôme, un tremblement brutal, comme la Commune de Paris. Il y a eu Angela Davis et les Noirs américains. Nous les avons défendus, comme les femmes opprimées, les homosexuels, les Vietnamiens. Il y a maintenant les émigrants mexicains qu'il faut protéger dans notre pays, de même que toutes les minorités pauvres. La lutte ne finira pas. Elle doit se développer partout, contre les ennemis des libertés à l'Est et à l'Ouest. Je dois aller tenir dans quelques jours des conférences en Allemagne pour défendre un prisonnier, Rudolf Bahro. Il me faut sortir des griffes de la police texane des diners chicaneros qui

ont été brutalisés. C'est mon devoir de le faire et je le ferai malgré ma fatigue. Il y a eu deux autres points sur lesquels je suis totalement d'accord avec Voltaire et Marx : il faut se battre pour que même ses adversaires puissent exprimer librement leur pensée, et l'Amérique, malgré ses maladies, reste le pays des grandes évolutions toujours possibles. »

Le marxisme soviétique ? Herbert Marcuse n'a pas attendu les révélations sur le Goulag pour le dépeindre tel qu'il est. Dans son dernier livre, *La Dimension esthétique* (1), qu'il considérait comme son œuvre la plus importante — une sorte de testament philosophique et poétique, dédié à la jeunesse mondiale, — il écrivait : « Bien sûr je suis encore marxiste, mais comme on peut l'être aujourd'hui au contact de notre société. Je pense que les idées de 1968 préparent à très long terme un changement de société. En attendant, il ne faut pas se résigner. Il faut combattre le découragement et tout ce

qu'il entraîne : la drogue, la chardisation, le fanatisme, le refus du bonheur, de la beauté, de l'intelligence. Il n'est pas vrai que la beauté soit réactionnaire et que l'esprit et l'humour soient bourgeois, comme l'a trop longtemps enseigné la brigade marxiste des Russes et des Chinois. Il n'est pas vrai — et les jeunes Américains sont déjà en avance sur ce point — qu'il soit nécessaire d'être mal habillé, d'être sale, ou de rejeter l'amour et la vision poétique, lyrique même du monde. »

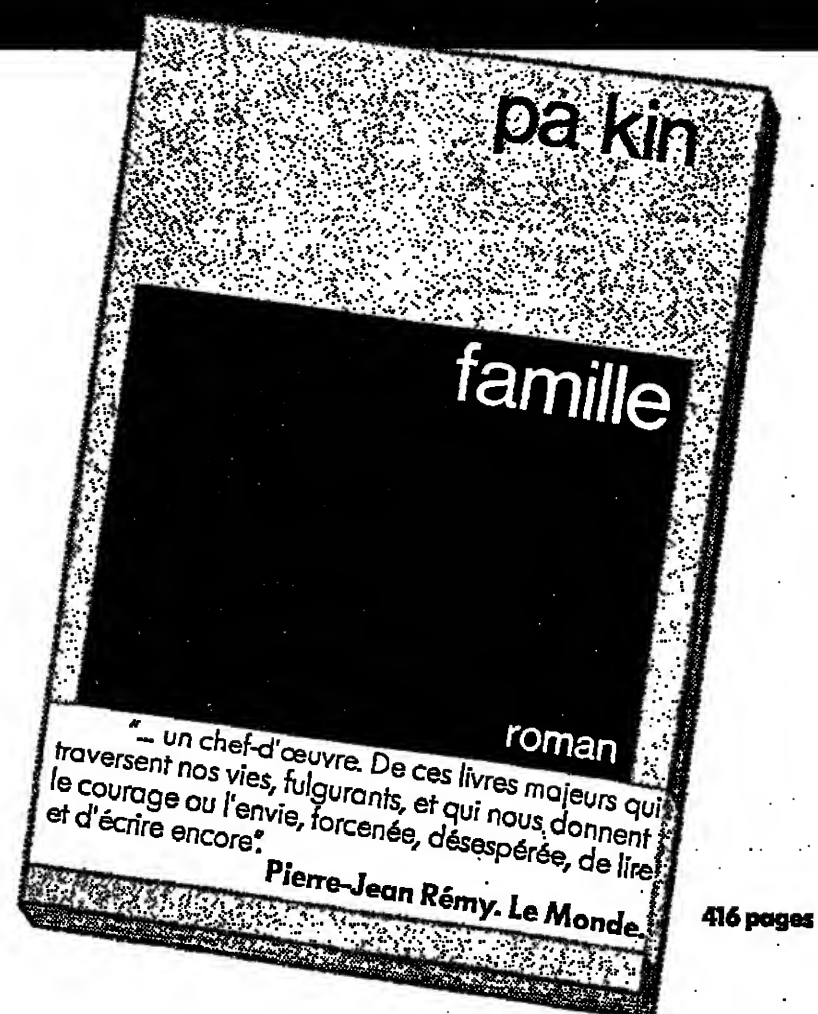
## Eros et Thanatos

Ces jours derniers, j'ai donc rejoint Marcuse près de Munich, pour notre tournée musicale à Spolite, Vérone, Venise. Il était désireux d'entendre les solistes vénitiens chanter Vivaldi, à l'église San-Stefano. Je l'ai trouvé très fatigué. Il supportait mal le décalage horaire entre San-Diego et la Bavière. Il m'a dit : « Il nous faudra reprendre nos discussions sur la nouvelle droite, et sur les nouveaux philosophes, que je considère comme des personnages comiques de Molère et des maîtres. Bien sûr, je voudrais revoir Venise. Padoue, enquêter sur Negri et les Brigades rouges. Toute cette violence, toute cette cruauté, il faut l'analyser, l'expliquer, la désamorcer et la transcender. Mais j'ai quand même un peu peur de mourir par cette chaleur à Venise, comme le personnage de Thomas Mann. Je préfère rester dans mon Allemagne et si je dois m'en aller, tu sais, toute ma vie, je n'ai cru que dans Eros et Thanatos, l'instinct de l'amour, l'instinct de la mort. Je crois que maintenant, c'est l'heure de mon rendez-vous final avec la mort, mais j'y suis résigné. »

JEAN MARABINI.

(1) *Le Monde* du 30 décembre 1978.

## Pa Kin le best-seller chinois.



FLAMMARION/EIBEL

## Le Monde

Service des Abonnements  
4, rue des Italiens  
75001 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 4207-23

## ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
153 F 271 F 345 F 500 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
208 F 390 F 495 F 675 F

ÉTRANGER  
(par messagerie)  
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
183 F 325 F 405 F 610 F

2 - SUISSE-TUNISIE  
230 F 420 F 515 F 660 F

Par voie aérienne  
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (tous chèques) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : diffuser ou préciser (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger sous les noms propres et capitales d'imprimerie.







Le Monde

# Société

POINT DE VUE

## La drogue est toujours là

**B** IEN sûr, on est pris de vertige aujourd'hui devant l'ampleur des problèmes qui nous assaillent, en tant que citoyens, en tant que républicains, en tant que démocrates : l'affaire des réfugiés du Vietnam et du Cambodge est dans l'immédiat autrement plus importante, les attentats multiples aux libertés et à la démocratie sont à moyen terme très graves. Le nouveau fascisme doit nous mobiliser tous mais est-ce trop demander de réserver une écoute attentive aux problèmes des enfants de ce pays ?

Peu de gens ont le courage de continuer à s'occuper de dossiers qui ne font pas recette, et sans partager toutes ses opinions, il me faut féliciter le courage de Mme Pelletier, ministre à la condition féminine, qui vient de proposer au conseil des ministres un programme de lutte contre l'utilisation des toxiques.

Mme Pelletier rappelle, à juste titre, que jamais la progression de la drogue n'a été aussi importante : les décès sont en augmentation de 50 % d'une année à l'autre, les cambriolages de pharmacies de 80 %, les interpellations de 70 %, les saisies de drogues énormes. Encore ces chiffres ne reflètent-ils que mal la réalité. Par exemple, la région parisienne, à l'exception de Paris ville, est laissée quasiment à l'abandon, tant du point de vue sanitaire que du point de vue policier.

Nous sommes, quant à nous, alarmés de la diffusion massive de la drogue dans toutes les régions géographiques, et à l'intérieur d'une région géographique, dans toutes les couches de la population.

Nous sommes alarmés également par le rajeunissement de la population atteinte, l'impunité de certains lieux où une certaine société « in » se livre à l'incitation de la sécurité de la drogue, le détournement de plus en plus massif pour des usages toxiques de médicaments et de déshauts.

Les hommes du terrain seront donc reconnaissants à Mme Pelletier de traduire officiellement leur inquiétude. Nous pensons que, au-delà de son importance numérique, la toxicomanie est le signal-symptôme d'un malaise d'une génération dans la cité.

Nous pensons que, si nous voulons avoir un futur en tant que communauté, il faut à la fois soigner le mal et s'interroger sur les raisons et les motivations de ceux qui préfigurent la prison, l'illégalité et la mort à la situation actuelle. C'est certainement le point le plus faible de l'interven-

par le docteur  
C. OLIVENSTEIN (\*)

tion de Mme Pelletier qui, malgré sa réelle bonne volonté, ne peut sur ce plan aborder une réflexion qui conduirait forcément à une remise en cause radicale du système de la pensée officielle actuelle. Ne soyons pas plus royalistes que le roi : le considérer comme un événement majeur que le conseil des ministres se penche sur ce problème. Tout en gardant mes opinions, j'ai toujours déploré l'absence de consensus national devant certains problèmes de civilisation. Aussi puis-je dire que cette prise de conscience me satisfait parce qu'elle est nécessaire et urgente.

Qu'en est-il des mesures proposées ?

Sur le plan de l'information il apparaît juste de prendre le parti d'une sensibilisation : le glissement du suicide n'a jamais empêché la progression du nombre de suicides, et un pays majeur est plus sûr pour faire face à un problème qu'un pays infantilisé. Mme Pelletier choisit une information personnelle ; elle a dans l'étape actuelle raison, car la sous-information des responsables à tous les niveaux est à la fois scandaleuse et grave pour une action : on ne peut être que scandalisé par exemple de l'absence d'un enseignement pour le corps médical et paramédical qui est bien significative. C'est là une mesure concrète qui pourrait s'inscrire rapidement dans la réalité.

Toutefois, regrettons que dans le programme mis au point par Mme Pelletier il existe des manques au niveau de l'information : d'une part, l'absence d'une véritable politique de l'audio-visuel et, d'autre part, d'une réelle recherche de l'action possible vis-à-vis de la presse des jeunes. A ce niveau là l'innovation est réellement retardataire.

Au niveau de la coordination, nous sommes de ceux qui pensons que le pluralisme des pensées et des institutions permet, et dans ce domaine tout est à faire, une véritable émulation et une véritable expérimentation. Mais, néanmoins, nous nous sommes rendus compte qu'il est nécessaire de définir une véritable politique de la drogue, et nous ne pouvons que saluer la demande formulée par le ministre d'une réelle coordination au niveau de ces problèmes.

(\*) Directeur du centre biomédical.

Au niveau de la santé, nous avons depuis des années réclama à corps et à cri la mise en place dans des départements très touchés, d'un système expérimental de prise en charge des toxicomanes qui pourrait servir de moteur pour les autres régions. A ce titre, le choix de la Seine-Saint-Denis et des Alpes-Maritimes nous paraît satisfaisant.

Les autres mesures citées nous paraissent plus ponctuelles, sinon soumises à interrogation.

La création d'un service fermé est acceptable à la condition expresse qu'il ne devienne pas le centre d'une politique de la drogue. Il n'est que l'élément répressif pour quelques grands pervers dangereux et préco-tytes qui permet le développement d'une politique libérale.

Quant à la présence de spécialistes dans les consultations d'hygiène mentale, nous souhaitons personnellement que ces spécialistes soient dans les consultations de médecine générale plus que dans les consultations de psychiatrie. Mais il est vrai qu'une parole compétente est de plus en plus essentielle pour avoir la prise sur l'événement. Dans le domaine de l'éducation, il semble que l'absence de politiques des dernières années laisse peu de place à une prise de conscience des réalités.

Nous ne pouvons qu'encourager la création de clubs de santé qui intègrent le problème de la drogue à celui d'autres nuisances mettant en danger le développement social, écologique du corps et du psychisme.

Enfin, nous ne pouvons qu'accueillir avec soulagement la proposition du ministre de faire se côtoyer les fonctionnaires et les gens du terrain, et ce d'une manière informelle. Les hommes du terrain ne boudent donc pas devant les initiatives de quelqu'un qui ose aborder, par des moyens de médiation, les problèmes de la drogue. C'est là une démarche que nous saluons.

Enfin, nous ne pouvons qu'accueillir avec soulagement la proposition du ministre de faire se côtoyer les fonctionnaires et les gens du terrain, et ce d'une manière informelle. Les hommes du terrain ne boudent donc pas devant les initiatives de quelqu'un qui ose aborder, par des moyens de médiation, les problèmes de la drogue. C'est là une démarche que nous saluons.

A Saint-Gilles-Croix-de-Vie

## Quatre morts et quatre disparus dans le naufrage d'une vedette

La Roche-sur-Yon. — Une mer déchaînée, un vent de force 8, des vagues de 4 à 5 mètres, telle apparaissait, mercredi 1<sup>er</sup> août, en fin de journée, la côte vendéenne. C'est ce qui avait obligé, le matin même, les organisateurs du Tour de France à la voile à reporter l'étape qui partait de Saint-Gilles-Croix-de-Vie. C'est également dans ces conditions qu'un drame devait se dérouler vers 18 h 15.

Une vedette venait de sortir du port des Sables-d'Olonne avec à son bord neuf personnes. Au moment où son pilote, M. Arthuis, directeur de la société de vente de bateaux la Porte océane, à Nantes, s'apprêtait à virer derrière la bouée du Nouch, à 2 milles de l'entrée du port, la vedette piquait du nez et s'enfonçait dans la mer. Tous les occupants tombaient alors à l'eau ; ils cherchaient à s'accrocher

à la coque, mais une deuxième lame venait engloutir bateau et passagers.

A bord se trouvait la famille Chaigne : le père, Gilbert, cinquante-six ans, notaire à Nantes ; sa femme, Madeleine, cinquante-cinq ans ; leurs fils Pierre, trente-trois ans, avocat à Paris, et Gilles, vingt-quatre ans, étudiant en médecine à Nantes. S'étaient également joints à eux M. Arthuis et son fils, âgé de dix ans, et Mlle Marie-Christine Garay, de Paris ; M. Emile Chiron, poissonnier à La Mothe-Achard, ainsi qu'une neuvième personne, non identifiée.

Le seul rescapé de cet accident est M. Pierre Chaigne. Ce corps a été repêché ; ceux de M. Gilbert Chaigne, de son épouse, du directeur de la Porte océane et de Mlle Garay, l'état de la mer n'a pas permis aux sauveteurs de retrouver les autres corps. — H. L.

## Pour 50 francs par sortie...

De notre correspondant

Saint-Brieuc. — La panique, c'est quelque chose d'extraordinaire. En bas, dans le minuscule Port-Clos, le canot de sauvetage blanc et orange de la S.N.S. (Société nationale de sauvetage), les rochers roses de Bréhat, les vagues au mouillage, composent pourtant un paysage de carte postale. Mais tout autour, le semis de « calloux » que découvre la marée basse est un piège mortel pour les bateaux. En vingt ans de « canot », Jean Flourey, son actuel patron, a vu quel-ques drames de la mer et beaucoup de sorties hâtives, pour « des bricoles » souvent.

Il y a une douzaine de bénévoles sur le rôle d'équipage du Nadeud-de-Buffon — du nom du fondateur des hôpitaux-sauveteurs bretons. Des pêcheurs, l'hiver, qui naviguent souvent sur les vedettes assurant la liaison entre Bréhat et le continent. Jean Flourey est un des armateurs de ces vedettes. Son fils Thierry, Bruneau Corluer-François Geoffroy, sont les trois sous-patrons. Rémi Allain, cinquante-quatre ans, ancien pilote de la « Royale », le doyen est le technicien du bord. Le pivot de cette équipe est le patron de l'hôtel-restaurant des Pêcheurs, Robert Merle, cinquante-neuf ans, président élu depuis huit ans. C'est lui qui, selon l'heure et les occupations de chacun, qu'il consulte, appelle au téléphone en cas d'alerte.

Dès qu'ils sont cinq ou six, le canot (15 mètres de long, deux moteurs de 140 CV, filant 12 nœuds en tous temps, insubmersible) est prêt à appareiller. C'est l'affaire de vingt minutes en moyenne. L'alerte peut venir de trois directions : « Un pélerin qui voit quelqu'un se noyer », déclenchent les bateaux, ce ne sont pas eux qui ont lancé la fusée. « On est souvent assez mal repus », constate Jean Flourey. Sauf dans des situations graves,

et de sauvetage en Manche). Dans les trois quarts des cas, c'est un plaisancier. Au départ, l'imprudence ou l'incompétence. « Certains prennent un bateau comme ça, prennent une baignoire », le canot qui intervient dans un rayon de 30 milles au large de la côte et jusqu'aux rochers Douvres, au large, assés d'arriver avant que le bateau soit sur la roche.

La panique, Jean Flourey la voit sur ce voilier qui, à la tombée de la nuit, s'est mis à tourner en rond parmi les calloux. Les barreaux devant la floraison des fleurs à la côte, ne savent plus où il était. Il avait enfermé sa femme et sa fille à clé dans la cabine. « On lui disait de mettre sa barre à droite, il n'entendait plus rien ». Il a fallu le ramener en remorque au Port-Clos.

Il y a aussi l'avarie en mer. Dr. des rochers Douvres, le Nadeud-de-Buffon est allé chercher une fois le Peter-Peter, un catamaran anglais d'une société de charters. Une voie d'eau était apparue par la vane des WC. Les trois passagers avaient été recueillis par un chalutier. Quand le canot est arrivé, le patron, resté seul sur le bateau, a fleuré d'eau, avait de l'eau jusqu'à la poitrine.

La piste des sauveteurs en mer ce sont les fusées rouges. Celles des vedettes tirées par un filin de Bréhat pour rétro-éclairer de sa fille ou celles des bateaux en difficulté, souvent pour des bricoles qui suffiraient à provoquer la panique de l'équipage. Très souvent, ce sont des fausses alertes ou des sorties pour rien. Quand les sauveteurs arrivent, les bateaux, ce ne sont pas eux qui ont lancé la fusée. « On est souvent assez mal repus », constate Jean Flourey. Sauf dans des situations graves,

ou avec les Anglais : « Ils sont plus réguliers. Quand ils sont en difficulté, ils le reconnaissent. » Mais sur ce bateau des Côtes, qu'il a fallu sortir d'une roche au lance-amarre « sans une goutte d'eau dessous », le barreur « a guigné parce qu'il avait abîmé son bras ».

Pourquoi donc continuer jour et nuit, parfois au rythme de dix-sept sorties en un mois, de cinq à dix heures en mer chaque fois comme l'est dernier ? « Il y en a beaucoup qui ne disent même pas merci. Et qu'est-ce qu'on a pu nous promettre de bonnes nouvelles ou de caisses de œuf ou de cela qu'on n'a jamais reçues. » A chaque sortie (et non à chaque alerte), chacun reçoit une gratification de 50 francs. Le Nadeud-de-Buffon est le plus grand bateau de la flottille de la Société nationale de sauvetage en mer dans le département des Côtes-du-Nord : cinq vedettes, une vingtaine de canots pneumatiques, armés par des pompiers ou des bénévoles. Ce dernier personnel saisonnier touche 2000 francs par mois. « Juste de quoi se loger et se nourrir », dit le commandant Cocho, responsable départemental de la S.N.S. Le sauvetage des vies en danger n'est pas rémunéré. Seule est tarifée l'assistance technique, le remorquage. Six bateaux de pêche dans les ports peuvent aussi être alertés. « Ils ne demandent même pas le prix du carburant ».

La solidarité des gens de mer n'est pas un vain mot. « On se connaît », dit Jean Flourey quand on est en mer et qu'on est emmermé. On est bien content d'avoir quelqu'un.

« Ce n'est pas une astralgie », ajoute Robert Merle. Aujourd'hui, on demande le permis de conduire. Mais ils continuent quand même, souvent de père en fils. « Il faut quelqu'un, c'est normal ».

JEAN VIDEAU.

Le Monde

# équipement

A PROPOS DE...

## Une étude sur les accidents aériens

### L'avion plus sûr

« L'avion reste un moyen de transport remarquablement sûr... » Telle est la conclusion d'une enquête minutieuse conduite par Jacqueline Denis-Lempeur, à partir des chiffres de l'Institut de la sécurité aérienne, et parue dans la revue « Science et vie » du mois d'août.

C'est la montagne qui est la plus dangereuse pour les aviateurs, constate l'auteur de cette étude. Entre 1973 et 1977, pour ce qui concerne les vols réguliers, plus d'un accident mortel sur quatre (25,3 %) est dû à une mauvaise appréciation du relief. « On a souvent une trop grande confiance dans la reconnaissance à vue ; les calculs d'estime auraient parfois permis d'éviter l'accident ».

C'est en vol qu'il y a le plus d'accidents (44,2 %), mais c'est à l'atterrissage qu'il y a le plus d'accidents mortels (42,3 %). Ces pourcentages sont tirés des statistiques américaines portant sur la période 1977-1978 et sur environ cinq cents accidents.

Se référant à la liste secrète des aéroports dangereux dressée par la Fédération internationale des associations de pilotes de ligne (IFALPA), l'auteur du rapport remarque qu'il y a actuellement à travers le monde vingt-six aéroports « critiqués », plus de deux cents « sérieusement dé-

fects ». Roissy-Charles-de-Gaulle et Orly comptent parmi les meilleurs terrains du monde.

Y a-t-il des compagnies plus sûres que d'autres ? Une constatation : U.T.A., Air Afrique, Quantas (Australie), Finnair (Finlande), Laker Airways, Austrian Airlines et Quebecair, n'ont eu, jusqu'à présent, aucun accident mortel sur près de quinze ans.

Si l'on se réfère à la période 1966-1978, les statistiques laissent apparaître que les DC-10 ne sont pas moins sûrs que les autres avions en exploitation. On relève pour le triracteur de McDonnell Douglas cinq « accidents fatals » et quarante et un « accident non fatals », pour le Boeing-747 cinq « accidents fatals » et quarante « accidents non fatals », pour le Boeing-707 « trente-cinq accidents fatals » et cent quinze « accidents non fatals ». En revanche, ni le Mercure ni l'Airbus n'ont subi d'accident.

Salon les sources de l'Organisation de l'aviation civile internationale (non comprise l'U.R.S.S.) relatives à l'activité de compagnies régulières, il y a eu autant de victimes en 1978 (six cent cinquante-deux) qu'en 1966 (six cent quatre-vingt-quatre). « Le taux d'accidents mortels sur les vols réguliers semble diminuer nettement par rapport au nombre de passagers transportés et à la distance parcourue », conclut l'auteur de l'enquête.

## TRANSPORTS

### ALITALIA NE COMMANDERA SANS DOUTE PAS DE DC-10

Première conséquence de l'accident de Chicago qui, le 25 mai dernier, avait causé la mort de deux personnes et blessé quatre autres ? Allait-elle annuler probablement la commande de six DC-10 30 qu'elle avait passée au mois de juin à l'armateur norvégien Klossner, a été officiellement démenti. L'armateur a déclaré qu'il ne se désistait pas de son achat au plus tard le 30 juin, à défaut de sa réponse. Celle-ci risque de se faire attendre puisque, pour le moment, il y a vacances du pouvoir à Rome.

Au demeurant, lors d'une conférence de presse, réunie à Rome le 15 juin dernier, M. Umberto Nordio, président de la compagnie italienne, n'avait pas écarté l'hypothèse d'une annulation de cette commande. « La question est ouverte », avait-il dit. Si le constructeur en cours livraison apparaît de graves déficiences dans la conception du DC-10, dont Alitalia exploite déjà huit exemplaires, avait-il précisé, nous ne manquerons pas d'en tirer les conséquences et d'équiper la flotte d'autres avions long-courrier et gros-porteurs.

La longue immobilisation des DC-10 a-t-elle convaincu Alitalia que le triracteur de McDonnell Douglas n'était pas d'une fiabilité absolue ? Ou bien la compagnie italienne ou son actionnaire principal, l'I.R.I., ont-ils voulu simplement prévenir les réactions de défense de la clientèle vis-à-vis d'un appareil à l'histoire ? Toujours est-il que, si cette annulation est confirmée, elle portera un coup sérieux au crédit du constructeur américain.

Si la compagnie italienne renouvait à équiper sa flotte de six nouveaux DC-10 30, il est probable qu'elle sera contrainte d'acheter des Boeing-747 (on parle de cinq exemplaires).

### L'ANCIEN PAQUEBOT «FRANCE» SERA RÉPARÉ A MOINDRE FRAIS

Le paquebot « France », ancré dans l'arrière-port du Havre et vendu à la fin du mois de juin à l'armateur norvégien Klossner, a été officiellement démenti. L'armateur a déclaré qu'il ne se désistait pas de son achat au plus tard le 30 juin, à défaut de sa réponse. Celle-ci risque de se faire attendre puisque, pour le moment, il y a vacances du pouvoir à Rome.

Cette opération n'a pas provoqué dans les milieux maritimes particuliers mais on continue, dans le grand port normand, à se demander si les travaux de réparation du paquebot auront lieu sur place, ce qui, évidemment, aurait des conséquences heureuses pour l'emploi.

Le gouvernement a discrètement fait savoir à M. Klossner tout le prix qu'il attachait à ce que les travaux de réparation soient effectués au Havre.

Il y a quelques jours, l'armateur du Groupement d'intérêt économique havrais, M. Gilbert Fournier, est allé à Oslo présenter les offres françaises à l'armateur. Le devis s'élevait à environ 380 millions de francs : chiffre plus de deux fois supérieur à celui qu'avait annoncé M. Klossner lui-même fin juin. Du coup, le propriétaire norvégien, qui voudrait que son navire soit prêt avant la saison d'été 1980, a demandé à ses interlocuteurs de travailler sur une hypothèse de travaux plus réduits et sur un devis tournant autour de 250 millions de francs.

## ENVIRONNEMENT

### La consultation sur le projet de centrale nucléaire de Plogoff a commencé

De notre correspondant

Brest. — La procédure de consultation des administrations et des élus sur le projet de construction d'une centrale nucléaire à Plogoff (Finistère) vient d'être ouverte.

Le préfet du département, M. Pierre Jourdan, a adressé aux élus un volumineux dossier établi par l'E.D.P. Les parlementaires, les conseillers généraux et les maires des trois cantons de la pointe du Raz sont les premiers à le recevoir. Le second envoi sera adressé à tous les conseillers généraux du Finistère, aux maires des quatre communes de la baie d'Andernau, aux présidents des assemblées communales, de la chambre des métiers et des sociétés de pêcheurs d'Andernau, de Douarnenez et de Guilvinec.

Dans la lettre qui accompagne le dossier, le préfet écrit : « Le projet est bien qu'il s'agit d'un projet et non d'un dossier de mise à l'enquête d'utilité publique, en ce sens que s'ouvre à présent une phase de mise au point interne à l'administration et que ce n'est qu'en termes de cette phase que le gouvernement autorisera l'ouverture de l'enquête d'utilité publique. Cette enquête portera alors sur un dossier modifié ou complété par rapport à l'actuel projet, pour tenir compte des observations présentées par les diverses administrations concernées ».

Le projet est donc soumis à toutes les administrations qui ont leur mot à dire dans l'affaire. Les services ont six semaines pour formuler leurs observations. L'E.D.P. disposera ensuite de trois mois pour répondre aux objections et présenter des contre-propos.

En cas de litige, le gouvernement peut saisir le Conseil d'Etat. L'E.D.P. prévoit d'installer à Plogoff une centrale nucléaire composée de quatre réacteurs de 1 300 mégawatts chacun. Deux groupes, seulement, seront installés dans un premier temps, les autres étant, semble-t-il, remis en question. L'administration envisage d'exproprier un ensemble de terrains d'une superficie de 20 hectares, essentiellement de landes. Elle se réserve par ailleurs 40 hectares sur le domaine maritime, c'est-à-dire en mer, pour le rejet des eaux chaudes.

Le conseil économique et social de Bretagne s'est déclaré favorable au projet le 12 septembre 1978, le conseil régional lui a emboîté le pas le 28 septembre et le conseil général du Finistère le 29 novembre. En revanche, le conseil municipal de Brest (union de la gauche) a émis un vote négatif le lundi 9 juillet 1979 par 28 voix sur 45 les 16 élus communistes s'étant abstenus.

Les adversaires de l'atome ont profité des vacances pour présenter dans le cap une exposition antinucléaire. Sur le site lui-même, qu'écroulent éoliennes pour y planter des hélices, les élus de la direction du maire, M. Marie Kerloch (P.S.), ont acquiescé le 1<sup>er</sup> août, la co-struction d'une bergée.

JEAN DE ROS.

APR 10 1980











## MÉDECINE

### Les « Médecins sans frontières » ont été reçus à l'Élysée

Le président de la République a reçu, le mercredi 1<sup>er</sup> août, les docteurs Xavier Emmanuelli et Claude Malhuret, président et secrétaire général de « Médecins sans frontières » (M.S.F.), venus lui présenter leur association ainsi que ses actions en cours.

Les deux responsables ont expliqué, à la sortie de l'Élysée, que l'association travaille actuellement en Asie, en Afrique et en Amérique latine. En Asie, il s'agit d'aider les réfugiés d'Indochine, Thaïlande et en Indonésie. En Asie, quinze médecins et infirmiers de M.S.F. sont à pied d'œuvre depuis 1976, et l'association va créer prochainement, avec l'aide du Comité national d'entraide franco-vietnamien, cambodgien et laotien, un hôpital médico-chirurgical en Indonésie (le Monde du 19 juillet).

« Médecins sans frontières » travaille aussi dans les pays de la Corne de l'Afrique, à la suite des conflits qui s'y sont développés, au Zaïre et au Cameroun. En Amérique latine, l'action s'est

## ÉDUCATION

### Depuis cinq ans LE TAUX DES BOURSES DIMINUE EN VALEUR RELATIVE

Le taux des bourses du second degré a augmenté de 2 % à la fin de l'année 1978. Une circulaire parue au Bulletin officiel de l'éducation précise que la part de bourse sera de 180,30 F (au lieu de 165 F l'an dernier).

Cette augmentation de 2 % confirme la tendance observée ces dernières années : le taux des bourses ne cesse de diminuer en valeur relative, puisqu'il ne suit pas l'indice du coût de la vie (en 1974, l'augmentation avait été de 9,30 %, en 1975 de 4,25 %, en 1977 de 3,90 % et en 1978 de 2,80 %).

La circulaire annonce, d'autre part, deux innovations :

- 1) Les élèves boursiers qui préparent un diplôme de formation professionnelle, percevront une seconde part supplémentaire.
- 2) Un crédit complémentaire spécial sera mis à la disposition des recteurs et inspecteurs d'académie pour leur permettre de prendre en considération des situations particulières qui ne se situent pas dans les limites du barème national mais qui n'en sont pas moins dignes d'intérêt. Ce crédit complémentaire spécial, justifié par un nombre de demandes encore accru, correspond à 17 % du montant des bourses nouvelles.

### M. PIERRE FERRARI EST NOMMÉ RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE CORSE

Le conseil des ministres, réuni le 1<sup>er</sup> août, a nommé M. Pierre Ferrari recteur de l'académie de Corse, en remplacement de M. Pierre Dumontet.

[Né en 1942 à Bastia, M. Ferrari est agrégé de droit public et de sciences politiques. Il fut nommé en janvier 1975 à la faculté de droit de Metz, dont il a été, peu après, élu doyen. En février 1978, il est parvenu à la présidence de l'université de Metz. Spécialiste de droit administratif et de droit public, il a publié de nombreux travaux concernant les régions françaises, et italiennes.]

● **RECHERCHE.** — Dans la liste d'admission au concours d'entrée de l'école normale supérieure de la rue d'Ulm (le Monde du 3 août 1979), en section lettres, nous avons indiqué par erreur, outre les noms des cinquante-cinq candidats reçus, les noms de ceux qui ne sont pas admis mais qui sont proposés pour une bourse de licence et bénéficient de l'équivalence du DEUG. La liste des admis à l'école s'arrête donc à M. Pierre Sève (54<sup>e</sup> et après).

## SCIENCES

### Les décisions du conseil des ministres sur la recherche Dirigisme et utilitarisme

Lentement mais sûrement se met en place, par petites touches, une politique de la recherche qui, pour être critiquable, n'en est pas moins cohérente. Les années 80 auront été celles de la science et de la technique, et de la recherche, de l'« extrême ». Et plus que jamais, la science et la technique, dans la plupart des pays développés, celle d'une profonde rampe en cause des bienfaits des sciences et des techniques. Avec les années 80, on semble déboucher sur une conception quelque peu utilitaire des objectifs de la recherche : le communisme du conseil des ministres du 1<sup>er</sup> août, comme les mesures annoncées à cette occasion (lire page 7) en portent clairement la marque : certes, l'indépendance et le progrès général des connaissances sont évoqués, mais, dans le même temps, cette idée est comme neutralisée par des décisions qui cachent à peine leur nature dirigiste.

De quoi s'agit-il en effet ? De « valoriser les acquis (...) arrivés à maturité », c'est-à-dire, si l'on ne préfère pas, d'en faire profiter l'industrie. De donner plus de moyens aux chercheurs et qui s'engageront sur des programmes conformes aux orientations prioritaires de recherche, c'est-à-dire, explicitement, de renforcer encore l'autorité des pouvoirs politiques sur les milieux de la recherche. De même, l'association soumise entre secteur public et privé risque fort de ne se développer que sur les secteurs intéressants pour ce dernier, c'est-à-dire ceux qui concernent le court terme.

La réforme du Centre national de la recherche scientifique — qui ne se concrétisera sans doute pas avant la seconde moitié du mois d'août, et peut-être plus tard — doit aussi porter la marque de cette influence croissante sur la recherche, de l'« extrême ». Et plus que jamais, la science et la technique, dans la plupart des pays développés, celle d'une profonde rampe en cause des bienfaits des sciences et des techniques. Avec les années 80, on semble déboucher sur une conception quelque peu utilitaire des objectifs de la recherche : le communisme du conseil des ministres du 1<sup>er</sup> août, comme les mesures annoncées à cette occasion (lire page 7) en portent clairement la marque : certes, l'indépendance et le progrès général des connaissances sont évoqués, mais, dans le même temps, cette idée est comme neutralisée par des décisions qui cachent à peine leur nature dirigiste.

De quoi s'agit-il en effet ? De « valoriser les acquis (...) arrivés à maturité », c'est-à-dire, si l'on ne préfère pas, d'en faire profiter l'industrie. De donner plus de moyens aux chercheurs et qui s'engageront sur des programmes conformes aux orientations prioritaires de recherche, c'est-à-dire, explicitement, de renforcer encore l'autorité des pouvoirs politiques sur les milieux de la recherche. De même, l'association soumise entre secteur public et privé risque fort de ne se développer que sur les secteurs intéressants pour ce dernier, c'est-à-dire ceux qui concernent le court terme.

### XAVIER WEEGER.

### L'ÉRUPTION DU PUIT DE PÉTROLE IXTOC-ONE Les garde-côtes américains sont autorisés à pénétrer dans les eaux mexicaines pour lutter contre la « marée noire »

Mexico (A.F.P.). — Les garde-côtes américains ont obtenu l'autorisation de pénétrer dans les eaux mexicaines, pour lutter contre le pétrole qui déverse en mer le puits Ixtoc-One, si la « marée noire » s'approche de la frontière entre les États-Unis et le Mexique.

Selon les autorités mexicaines, le puits, qui est entré en éruption et a pris feu le 3 juin, continue de déverser quotidiennement 20 000 barils de brut (un baril a une capacité de 159 litres) dans le golfe du Mexique, dont 10 000 brûlent sur place, 5 000 s'évaporent et 2 000 sont pompés. Ce qui en

## JUSTICE

### Faits et jugements L'homme d'affaires François Fériol arrêté pour dette fiscale. Les feux de forêt : tous les avions dans la fournaise.

Une ordonnance de contrainte par corps délivrée par le président du tribunal de grande instance de Grasse (Alpes-Maritimes) pour une dette fiscale de 12 millions de francs a été délivrée contre un homme d'affaires, M. François Fériol, soixante-quatre ans, qui a été arrêté mercredi 1<sup>er</sup> août, à Cagnes-sur-Mer. Présenté au parquet de Grasse, il n'a pu offrir de garantie suffisante et a été placé sous mandat de dépôt.

M. Fériol avait dirigé une importante imprimerie dans la région de Nancy puis après avoir vendu cette entreprise en 1970, il avait acquis, à Paris, la Société du crédit de la Bourse, spécialisée dans le commerce de l'or et des monnaies anciennes.

Dans la nuit du 25 au 26 septembre 1976, il avait été victime d'un enlèvement dans la villa du compositeur Francis Lopez à Cannes. Ses ravisseurs l'avaient remis en liberté le 4 octobre, sans qu'aucune rançon n'ait été versée. M. Fériol avait alors fait de son enlèvement un motif de publicité de nombreuses contradictions ou invraisemblances (le Monde du 6 octobre 1976). (Corresp. rég.)

## SPORTS

### Les Spartakiades JUDO : FUJII, LE REVENANT

C'est un « revenant » — ou presque — qui a gagné, mercredi 1<sup>er</sup> août, la finale du tournoi de judo, catégorie moins de 78 kg, des Spartakiades de Moscou. Le japonais Shozo Fujii, trois fois champion du monde des moyens (1971, 1973, 1975), maintenant âgé de vingt-huit ans, a remporté la médaille d'or, devant un Allemand de l'Est, il força à la défaite le Soviétique Alexei Volokov, champion d'Europe en 1977, qui revenait, lui aussi, à la compétition.

Les observateurs ont pu constater que le triple champion du monde — qui n'a pourtant jamais été engagé par le Japon aux Jeux Olympiques — n'a rien perdu de sa science du judo. Les Parisiens ne verront vraisemblablement pas de sa science du judo, lors des Championnats du monde.

● **ATTENTATS EN CORSE.** — Deux attentats à l'explosif ont été commis le mercredi 1<sup>er</sup> août à Porto-Vecchio. Le premier visait le centre des impôts. Le second, plus troublant, une agence bancaire. Ces deux attentats, qui n'ont fait aucune victime et causé peu de dégâts, n'ont pas été revendiqués.

D'autre part, après la découverte d'une détonance dans le système de freinage de la voiture de M. Gérard Guilloux, procureur général de la Haute-Corse, le parquet n'a pas ouvert de procédure et ne semble pas persuadé qu'il s'agit d'un acte de sabotage ou de malveillance (le Monde du 1<sup>er</sup> août). Un attentat avait déjà été commis le 17 juillet dernier, à Pietrangola, contre la villa de M. Guilloux (le Monde du 25 juillet).

# Un voyage vers l'Asie

(Suite de la première page.)

« Très saint père, on m'envoie vers l'Orient avec quelques dollars et deux gros cahiers à ressors. Mission embarrassante. Il s'agit de fuir, cette fois, comme la peste les Hilons, les champs de bataille et les premiers ministres. La pari, c'est d'aller dans la poussière des villes et dans le subalterne vérifier que le monde est encore plus grand qu'on ne le dit. Chacun a son idée là-dessus. On part donc d'un pas léger, et toi ! Dès Roissy-en-France quelque chose vous barbouille la tête. Le pays que l'on quitte, la France, l'Europe tout entière, est saisi tout à la fois par le divin et la morosité. Le super à plus de 3 francs et le retour de Dieu sur la dépouille des idéologues délimitent « grose modo » les soucis présents de vos compatriotes. A l'horizon du retour s'annonce déjà une rentrée chimérique et mystique. Georges Séguy à gauche, Bernard-Henry Lévy à droite : tout est prêt pour le ring de septembre. Difficile d'oublier tout ça d'un coup en bouclant sa ceinture, « fasten your seat belt ». Partant à la boussole vers l'Inde et Macao, sur un itinéraire détourné sans touristes ni spécialistes de politique étrangère, on subodore « a priori » quelques rencontres dérangeantes. Comment, diable, prendrait-on son baluchon sur l'épaule, comme jadis, en toute innocence ? En 1979, on

a tous le décollage plus ou moins alourdi de scrupules. Autant l'avouer.

Il y aura d'abord — c'est probable — des hommes et des femmes cotés à la pauvreté, au regard desquels tout passager en transit incarne la prospérité plus barbaque que jamais de l'Occident. De New-Delhi à Calcutta, de Rangoon à Hongkong — et sans inconscience — il n'est plus si simple de faire bonne figure en portant dans sa tête les anguisses modestes d'une France que tannelle si bruyamment la trouille de manquer. Voilà donc, déjà, un problème de « regard » que n'affrontent vraiment ni Paul Morand ni Joseph Kessel. Ce n'est pas tout. Le second piège à désamorcer en « redressant le dossier de son siège » participe d'une actualité plus ambiguë. De loin en loin sur le chemin, c'est évident, des ayatollahs, des brahmanes, des bonzes ou des missionnaires vous attendent au tournant pour signaler la présence d'humilités nombreuses, naturellement soucieuses de transcendance divine qui n'en font pas tout un plat. Cette perspective allait, jadis, de soi, sans gros problèmes. Aujourd'hui le retour de Dieu chez nous accompagne ordinairement le lancement d'une collection et annonce sur Antenne 2 des « Apostrophes » querelleuses. Pour être tout à fait clair, il suffit de feuilleter une dernière fois les magazines

dans l'avion d'Alitalia pour s'apercevoir qu'on laisse derrière soi quelque chose comme une nouvelle religiosité en toc. Elle remplit d'inquiétude l'impression que petit blanc en partance. De quel aura-t-on l'air devant Boudha vivant ? Trouverait-on une contenance au pied des moqueries ?

Voilà bien une étape au Vatican qui tombe à pic.

Midi pile ! Ponctuel, Jean-Paul II a commencé de parler et le silence vient. La sonorisation de la place Saint-Pierre est ainsi faite — voulue ? — que le pape paraît s'adresser à la ville tout entière et à chacun en aparté. Les haut-parleurs accrochés aux colonnes ne « mangent » ni un soupir du Saint-Père, ni un accent du cardinal de Cracovie. Si Rome disserte depuis des mois — de la droite à la gauche — sur ce champion imprévu surgi dans le vide politique italien, un seul regard sur cette foule des bénédictions pontificales suffit à comprendre pourquoi. Jeunes femmes têtes dressées, familles attentives, touristes abasourdis : il y a, à ce moment précis, une allégresse diffuse, une espérance toute droite, plus troublante que tous les éditoriaux de l'« Observateur Romano ». Les habitudes du Vatican eux-mêmes — les plus blâmes qui ont « fait » quatre papes — le confirment. Un événement survient, en effet, chaque dimanche sur ce reculé d'Europe. L'aperçu l'as sur me droite, dit Jean-Paul II, une banquette que je ne peux pas lire. Allons ! Je salue ceux qui la portent ! Dix boutades semblables ponctuent la bénédiction et tiennent entre la place Saint-Pierre et la fenêtre tendue de rouge une complicité inhabituelle. Disons quelle rassure et quelle émeut celui qui ne fait que passer. Voilà tout !

« Avant ! »

emporte chaque fois avec soi beaucoup plus qu'on imagine. Le temps d'un décollage, et hop ! Vous voilà, non point témoin désincarné, mais petit Français daté et situé, traversant pays et méridiens, l'œil agrandi, trimbalant avec soi ses vertus nationales, sa soupe idéologique et ses inquiétudes ravalées. Ce sont des choses qu'on fait professionnellement, leur préférence en général le secours — et la pudeur — d'un

faux langage sans pronon personnel. Ce qu'on voudrait donc, mine de rien, cette fois-ci, c'est aussi réfléchir en marchant à cette question du journalisme très discutée depuis peu. Depuis qu'on a été dit un peu partout sur la rive gauche, après la déconfiture des penseurs notaires, que le moment était peut-être venu de reprendre les choses au raz du quotidien ; depuis que chez les éditeurs et même en Sorbonne, on a soudain déroulé tous les tapis rouges devant les « rap porteurs de faits », hier tant dédaignés. « Faites-nous une collection. Du vécu ! »

Chiche ! A condition de mettre au trou les certitudes finaudes, la science toute fraîche, les « backgrounds » bricolés et les vomissements de dossiers. Peut-être bien après tout, qu'à trop redouter de ne pas comprendre nous finissons par oublier de voir ; qu'à force de cacher nos émois « naïfs » sous un langage de rats morts, par prudence ou par fâcheuse de l'âme, nous racons de plus en plus l'essentiel : la vie ? Depuis que Ronletaille est mort, le monde s'ennuie un peu. Par distraction, on abandonne trop souvent la planète — ses pistes, ses poussières et ses foules — aux touristes photographes et aux abonnés inattentifs de la « Jet Society ». Les uns et les autres ne laissent derrière eux que la terre brûlée d'un monde rétréci.

Le pari serait donc, pour une

fois, de partir tambour battant. « Avant ! ». Tâcher de naviguer au raz des paqueottes avec un peu plus d'imprudence et de grosses fringales retrouvées. Le pari serait encore de ne plus raconter de bobards. Cela est. Mais modestement ce qu'on voit. La nuance à du prix. Quant à la place Saint-Pierre, starting-block de ce petit marathon, lequel d'entre nous pourrait nier une seconde quelle, la situe ontologique ment sur la planète. Si l'on veut ne rien cacher, il est bon et honnête — de partir d'ici.

13 heures. — Avec la foule qui se disperse, nous rentrons en longéant le Tibre. Est-il tout à fait sans intérêt de dire qu'à Rome tous les lauriers ont fleuri en même temps : que sur les façades d'ocre, le rouge et le violet se mélangent. L'ami qui m'héberge, via Valpolicella, a fait poser cinq ou six verrous sur chaque porte. Il vient aussi d'acheter un Smith et Wesson tout neuf, et dans sa maison de campagne, accumule des stocks de nourriture et d'essence. Je ne le crois qu'à moitié quand il m'assure que les Italiens s'habituent très bien au terrorisme. Il proteste : « Tous ces trucs ne font quand même pas partie de ton reportage ! » Voire.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

(A suivre.)

105 07 1049



# CARNET

**Décès**

— Lyon, Paris, Saint-Genis-Laval.  
M. et Mme Paul Ayal.  
Leurs enfants et petits-enfants.  
Mme Lignon.  
M. et Mme Georges Weill.  
Mlle Madeleine Weill.  
Les familles Weill, Bloch, et alliées.  
ont la douleur de faire part du décès de  
**Mlle Marie BLOCH**  
astronome honoraire  
de l'Observatoire de Lyon  
et de  
Saint-Michel-de-Haute-Provence,  
commandeur  
des Palmes académiques,  
survenue le 1<sup>er</sup> août 1979, dans sa  
soixante-dix-huitième année.  
Les obsèques auront lieu ven-  
dredi 3 août 1979, à 11 h. 15, au  
cimetière de Saint-Genis-Laval.  
Le présent avis tient lieu de faire-  
part.

— M. et Mme Jean Lapadula-Hargues  
et Frédéric.  
M. et Mme Philippe Vernholes.  
M. et Mme Alain Vernholes et  
Antoine.  
M. et Mme Emmanuel Krivine et  
Liza.  
ont la douleur de faire part du  
décès de leur tante  
**Mlle Suzanne CHABROL**  
survenue le 31 juillet 1979, dans sa  
quatre-vingt-dixième année.  
Les obsèques auront lieu ven-  
dredi 3 août, à 10 heures, en l'église  
de Bellou-sur-Huisme (Orne), suivies  
de l'inhumation au cimetière de  
Rémalard.

— On nous prie d'annoncer le  
décès d'Alain (Bouches-du-Rhône),  
le 28 juillet 1979,  
Victorine GRANDMANGE,  
née Chichard.

— On nous prie d'annoncer le  
décès de quatre-vingt-un ans.  
Les obsèques se sont déroulées à  
Nice dans la plus stricte intimité.  
De la part de :  
Georges Grandmange, Cagnes-  
Beach, 06000 Cagnes.  
Guy et Jeanne Grandmange, ave-  
nu Gambert, 13000 Plan-de-Cuques.  
Jacques et Victorine Grand. 3611, bd  
Laurier, Saint-Pierre-Quelz, 23, Quabec.  
Anne, Philippe et Gilles Grand-  
mange et alliés, à Paris.  
Kathleen Villeneuve et Marie-  
Christine Gran et alliés, à Québec.  
Mme Joëlle Tenaute, à Paris.

— Mme Jean-Marie Jubien.  
Delphine et Guillaume Jubien.  
M. et Mme Lucien Jubien.  
M. et Mme Charles Anas et leurs  
enfants.  
Mme Catherine Jubien et son fils,  
ont la douleur de faire part du décès  
de leur fils, gendre, frère,  
oncle et parrain, survenue le 30 juillet 1979, à Paris, à  
l'âge de vingt-neuf ans.  
La cérémonie religieuse sera célé-  
brée le jeudi 2 août, à 10 heures, en  
l'église Saint-Martin de Palaiseau (91)  
(rue de la Vie-Vieille).  
L'inhumation aura lieu au cime-  
tière-Ancien de Palaiseau dans la  
sépulture de famille.  
10, lotissement Barbeau « bis »,  
29234 Plouigneau.  
31, rue Marceau, 91130 Palaiseau.

— Prades, Saint-Vianze.  
M. Pierre Labarre.  
Les familles Chassagnas, Labarre,  
ont le regret de faire part du décès  
de  
**Mme Pierre LABARRE**  
née Marie-Thérèse Chassagnas,  
survenue le 28 juillet 1979, munie des  
sacrements de l'Eglise, dans sa  
soixante-quinzième année.  
Les obsèques religieuses suivies  
de l'inhumation dans la sépulture fami-  
liale ont eu lieu à Saint-Vianze  
(Corrèze).  
M. Pierre Labarre, les familles  
Chassagnas, Labarre, prient les per-  
sonnes qui se sont associées à leur  
deuil de bien vouloir trouver ici l'ex-  
pression de leurs sincères remer-  
ciements.

— Mme Maurice Lannier.  
Mme veuve Michel Wasserman.  
M. André Lannier.  
M. Jacques Lannier.  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
**M. Maurice LAUNIER**,  
leur époux et père,  
survenue le 30 juillet 1979, à Paris,  
dans sa quatre-vingt-troisième an-  
née.  
Les obsèques ont eu lieu au cime-  
tière du Montparnasse, le 1<sup>er</sup> août  
1979, dans la plus stricte intimité.  
32, rue Yves-Toudic,  
75010 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une ré-  
duction sur les insertions du « Carnet  
de Monde », sont priés de joindre à  
leur envoi de texte une des dernières  
bandes pour justifier de cette qualité.  
(Publicité)

**MOQUETTE 100 % PURE LAINE T3-T4**  
à MOTIF PRIX, divers coloris au  
prix exceptionnel de 98 F le m<sup>2</sup>  
Fus par spécialiste et devis gratuit  
324, rue de Valenciennes, Paris (15<sup>e</sup>)  
N<sup>o</sup> Convention  
Tél. : 56-42-52 ou 239-41-83

**OUVERT EN AOUT**

**VENTE A RAMBOUILLET**

Dimanche 3 août 1979 à 14 h. 30  
hôtel des Ventes de Rambouillet  
BIJOUX, TABLEAUX, BRONZES,  
ARMES ANCIENNES, BIJOUX,  
MONNAIES OR ET ARGENT  
**BEAUX MOBILIERS**  
d'époque Louis XV, Louis XVI,  
Empire, Napoléon III et de style  
BISSES  
**TAPIS DE CHINE ET D'ORIENT**  
Expositions publiques  
Sam. 4 août de 10 à 12 h. et 14 à  
18 h. et dim. mat. de 10 à 12 h.  
Au comptant. Frais légers en sus.  
N<sup>o</sup> ADOUROL, commissaire-priseur  
14-16, rue d'Angiviller  
RAMBOUILLET - Tél. 463-01-22.

— Marie-Louise Livian, née  
Hénique, son épouse,  
Monique Wesley,  
Josette et Benjamin Kruk,  
Yves-Frédéric Livian,  
ses enfants,  
Emmanuel Kruk, son petit-fils,  
Marcel et Anne-Marie Livian,  
Lyl et Marc Ringenbach-Carriche,  
Daniel Mayer,  
ses frères, sœur, belle-sœur et beaux-  
frères,  
Et toute sa famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
**Frédéric LIVIAN**,  
engagé volontaire,  
croix de guerre 1939-1945,  
survenu le 29 juillet 1979, dans sa  
quatre-vingt-deuxième année.  
L'inhumation a eu lieu dans la  
plus stricte intimité familiale au  
cimetière de La Brosse-Montceaux  
(Seine-et-Marne),  
3, rue Henri-Duchêne,  
75015 Paris.

**Remerciements**

— Mme Jean-François Garcia.  
Ses enfants et toute la famille,  
très touchées de la sympathie qui  
leur a été témoignée lors du décès de  
Jean-François GARCIA,  
remercient tous ceux qui se sont  
associés à leur peine.

**Anniversaires**

— Anniversaire du décès du  
Lieutenant-colonel  
Alex GALLIE-BEAULT,  
ancien cadet de la France-Libre.  
Que ceux qui l'ont aimé lui don-  
nent une pensée fidèle.

**Communications diverses**

— L'Association La porte ouverte,  
centre d'aide morale et psycholo-  
gique, fera son centre du 4, rue  
des Frères-Saint-Séverin au mois  
d'août. Une permanence sera assurée  
au 21, rue Duperré, à Paris-9<sup>e</sup> (mé-  
tro) du mardi au jeudi, de 14 heures  
à 18 heures, à 23 heures.

**Visites et conférences**

**VENREDI 3 AOUT**  
**VISITES GUIDÉES ET PROME-  
NADRES** — 14 h. 30, entrée du cha-  
teau, avenue de Paris, Mme Allas :  
« Le château de Vincennes ».  
15 h., entrée du Jardin des plantes,  
Mme Legros : « Les berges de  
Seine ».  
15 h. 42, avenue des Gobelins,  
Mme Saint-Gervais : « Manufacture  
de tapisserie des Gobelins ».  
15 h. 24, rue de Sévigné, Mme Ju-  
lien : « Le musée Carnavalet ».  
19 h. 30, métro Banneville,  
Mme Pennec : « Redécouvrir le  
Centre Beaubourg » (Caisse natio-  
nale des monuments historiques).  
21 h. 17, quai d'Anjou : « Hôtel  
Launay » (Mme Camus).  
15 h. 29, rue de Rivoli : « Salons  
de l'Hôtel de Ville » (Mme Ferrand).  
21 h. 17, métro Saint-Paul - Le Marais,  
M. Ch. Quasico : « Les hôtels du  
Marais » (Lectures-Visites).  
15 h. 2, rue de Sévigné : « La  
place des Voages » (M. Tournier).

C'est bien d'avoir très soif,  
puisqu'il y a deux SCHWEPES.  
et SCHWEPES Lemon.

## loterie nationale Liste Officielle

### TRANCHE DES GLAIEULS TIRAGE DU 1<sup>er</sup> AOUT 1979

Termi- naisons	Finales ou numéros	Sommes à payer (cumuls compris) pour un billet entier	Termi- naisons	Finales ou numéros	Sommes à payer (cumuls compris) pour un billet entier
		F.			F.
		1			
	947	500		2 466	1 070
	0 061	1 000		1 386	5 220
1	3 751	1 000	6	3 486	5 220
	5 031	1 000			
	319 461	500 000	7	107	500
	155 681	3 000 000		48	150
				168	500
2	3 932	10 000	8	588	500
	71 042	100 000		4 468	1 000
				5 688	1 000
3	3	70		9 648	1 150
	033	570			
	2 744	1 000		59	150
	3 504	1 000		0 219	5 000
4	7 204	1 000	9	5 879	5 000
	00 374	50 000		6 839	5 000
				3 169	10 000
5	515	500			
				80	150
6	6	70	0	4 750	5 000
	86	220			

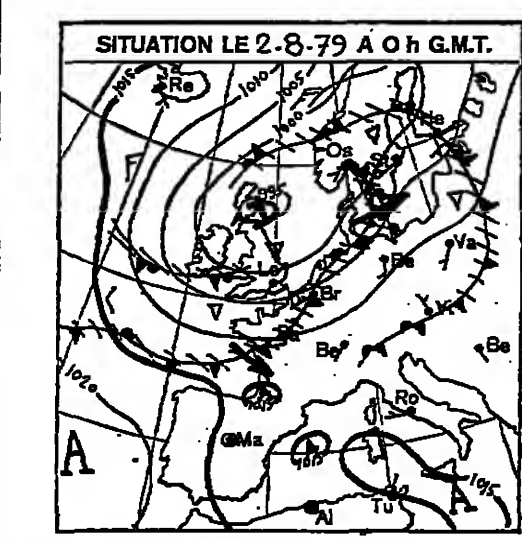
### PROCHAIN TIRAGE : TRANCHE DES GERANIUMS LE 8 AOUT 1979 à SETE (Hérault)

<b>LOTO</b>	2	14	17	23	29	33
tirage n°31	numéro complémentaire					34

PROCHAIN TIRAGE LE 8 AOUT 1979 VALIDATION JUSQU'AU 7 AOUT APRES-MIDI

# AUJOURD'HUI

## MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 2-8-79 à 0h GMT.

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 2 août à 0 heure et le vendredi 3 août à 24 heures :

La perturbation océanique, qui couvrait la France jeudi matin, affectera encore vendredi matin nos régions méridionales, où elle prendra parfois un caractère orageux ; dans la journée, elle s'éloignera lentement vers le sud-est. Après son passage, la France sera sous l'influence de masses d'air instables un peu fraies.

Vendredi matin, cette perturbation donnera encore un temps très nuageux du Bassin aquitain aux Alpes et aux régions méditerranéennes, avec des pluies - parfois sous forme d'averses - et des orages, tandis que des éclaircies persisteront encore sur la Corse. Dans la journée, les nuages deviendront plus discontinus et les ondées gèneront la Corse.

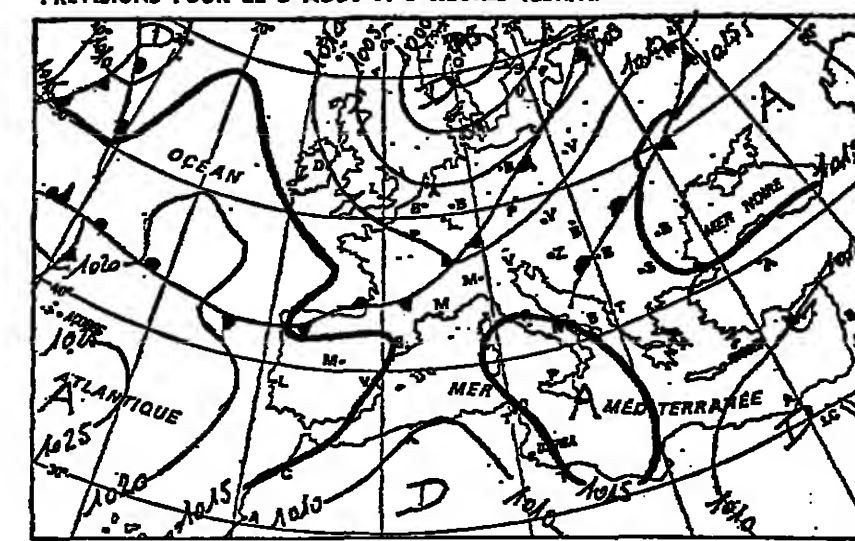
Sur le reste de la France, le ciel sera dégagé, quelques éclaircies alternant avec des passages nuageux.

Les vents, d'ouest à nord-ouest, seront modérés ou assez forts et irréguliers au début, puis la tendance à faiblir, sauf près du golfe du Lion, où, au contraire, ils se renforceraient après le passage de la perturbation.

Les températures maximales seront en baisse assez marquée sur les régions méridionales ; ailleurs, elles varieront peu.

Jeudi 2 août, à 8 heures, la

## PRÉVISIONS POUR LE 3 AOUT À 6 HEURES (G.M.T.)



Prévisions pour le 3 août à 6 heures (G.M.T.)

— Lignes d'égalité hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/2 de mm)  
— Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Brouillard — Verglas  
— Flèche indiquant la direction d'où vient le vent — Force du vent / 5 nœuds / 10 nœuds / 50 nœuds  
— Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1008,2 millibars, soit 754,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1<sup>er</sup> août ; le second, le minimum de la nuit du 1<sup>er</sup> au 2<sup>e</sup>) : Alais, 28 et 18 degrés ; Biarritz, 26 et 17 ; Bordeaux, 25 et 16 ; Brest, 19 et 13 ; Caen, 21 et 14 ; Cherbourg, 17 et 13 ; Clermont-Ferrand, 22 et 16 ; Dijon, 27 et 18 ; Grenoble, 31 et 15 ; Lille, 18 et 14 ; Lyon, 30 et 17 ; Marseille, 31 et 23 ; Nancy, 25 et 17 ; Nantes, 21 et 15 ; Nice, 28 et 21 ; Paris, Le Bourget, 22 et 14 ; Pau, 27 et 17 ; Perpignan, 29 et 17 ; Rennes, 20 et 13 ; Strasbourg, 21 et 10 ; Toulouse, 22 et 18 ; Valenciennes, 21 et 12 ; Zagreb, 22 et 14.

Températures relevées à l'étranger : Agadir, 25 et 17 degrés ; Alger, 33 et 18 ; Amsterdam, 19 et 12 ; Athènes, 33 et 24 ; Barcelone, 29 et 21 ; Berlin, 22 et 18 ; Bonn, 21 et 15 ; Brindisi, 34 et 21 ; Bruxelles, 19 et 13 ; Le Caire, 32 et 22 ; Les Canaries, 25 et 21 ; Casablanca, 25 et 19 ; Copenhague, 22 et 12 ; Djakarta, 40 et 24 ; Genève, 23 et 16 ; Istanbul, 32 et 19 ; Jérusalem, 29 et 14 ; Lisbonne, 25 et 18 ; Londres, 23 et 14 ; Madrid, 32 et 16 ; Milan, 30 et 21 ; Moscou, 24 et 18 ; Nairobi, 15 (max.) ; Naples, 31 et 21 ; New-York, 23 et 28 ; Nicotie, 28 et 21 ; Palerme, 33 et 24 ; Palma-de-Majorque, 32 et 19 ; Rome, 31 et 24 ; Rhodes, 31 et 24 ; Stockholm, 22 et 12 ; Téhéran, 40 et 18 ; Tunis, 31 et 20 ; Valence, 31 et 22 ; Zagreb, 22 et 14.

© Copyright « Le Monde » et Pierre Berloquin.

## UN COIN POUR JOUER

### Problème n° 10

**Pair impair et pièces**

Un jeu à deux joueurs, très facile à mettre en œuvre, consiste à poser sur une table un nombre impair de gais (ou de pièces de monnaie) pour matérialiser le gain du vainqueur.

Chaque joueur, à son tour, prend dans le tas un nombre de pièces, comme il le désire. Il est interdit de passer son tour, ou de prendre plus de trois pièces. Les joueurs accumulent leurs prises. Le gagnant est celui qui possède un nombre impair de pièces quand le tas initial est épuisé.

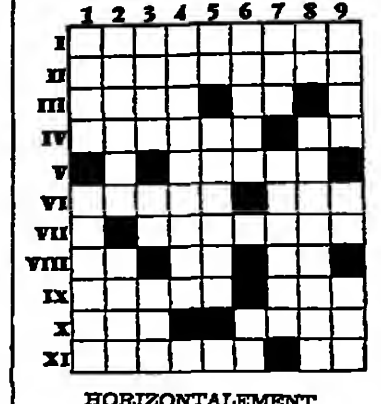
Un tel jeu est-il totalement honnête ? Ou bien donne-t-il plus de chances à un joueur plutôt qu'à l'autre ?

Chaque joueur, à son tour, prend dans le tas un nombre de pièces, comme il le désire. Il est interdit de passer son tour, ou de prendre plus de trois pièces. Les joueurs accumulent leurs prises. Le gagnant est celui qui possède un nombre impair de pièces quand le tas initial est épuisé.

PIERRE BERLOQUIN.

## MOTS CROISÉS

### PROBLEME N° 2482



### HORIZONTALEMENT

I. Mot qui évoque la misère. — II. Une façon de supprimer les accents. — III. Un bleu. — IV. vent être respecté. — V. Récepteur pour un noir. — VI. Emporte comme un vol. — VII. Représente qu'un petit effort. — VIII. Peut être traité de sauterelle quand elle est fautive. — IX. Abréviation pour un grand. — X. Patrie de patriarcat. — XI. Vaut de l'or. — XII. Couverte de terre. — XIII. Ne sera donc pas repris. — XIV. Une mauvaise conseillère, autruche ; Indispensable pour ceux qui veulent faire l'ouverture. — XV. Peut qualifier une image. — XVI. Abréviation pour une entreprise.

### VERTICALEMENT

I. Peut se prendre dans la foule ; Là où il passe, il n'y a plus de mouches. — II. Très troublée. — III. Un bleu. — IV. vent être respecté. — V. Récepteur pour un noir. — VI. Emporte comme un vol. — VII. Représente qu'un petit effort. — VIII. Peut être traité de sauterelle quand elle est fautive. — IX. Abréviation pour un grand. — X. Patrie de patriarcat. — XI. Vaut de l'or. — XII. Couverte de terre. — XIII. Ne sera donc pas repris. — XIV. Une mauvaise conseillère, autruche ; Indispensable pour ceux qui veulent faire l'ouverture. — XV. Peut qualifier une image. — XVI. Abréviation pour une entreprise.

### Solution du problème n° 2451

Horizontalement :  
I. Surenchérisseur. — II. Unipara. — III. Enlun ; Dartois.

### IV. Soc ; Imbra. — V. Inexorable ; Cu. — VI. Ré ; Té ; Et ; Star. — VII. Is ; Naevi ; Igues. — VIII. Apion ; Erreur ; SA. — IX. Inoue ; El ; Fé ; X. Rat ; Monstache. — XI. Stalamer. — XII. As ; Sabel. — XIII. Etamine ; Mu ; Ess. — XIV. Nu ; Etouement. — XV. Tasse ; Are ; Tête.

### VERTICALEMENT

1. Subalternement. — 2. Union ; Sprat ; Tux. — 3. Rincer ; Iota. — 4. Epi ; Xénon ; Lame ; 5. Nao ; Amnésie. — 6. Crustacé ; Bon ; Nos. — 7. Hé ; Sève ; Un. — 8. Dia ; Irise ; Na. — 9. Rhombe ; Tramer. — 10. Rai. — 11. Rume. — 12. Or ; Sot ; Rent. — 13. Epla ; Te ; Feu ; Ste. — 14. Casse ; Ras. — 15. Baseur ; Aéré ; Eté.

GUY BROUTY.

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 2 août 1979 :

### DES DECRETS

● Relatif à la composition du comité d'histoire de la seconde guerre mondiale ;  
● Pris pour l'application de la loi n° 71-505 du 25 juin 1971 portant institution d'un système de paiement mensuel de l'impôt sur le revenu ;  
● Modifiant les taux de la taxe sur les passages des navires de commerce par le titre des droits de port dans les ports maritimes des départements d'outre-mer ;  
● Modifiant le décret du 22 mars 1942 portant règlement d'administration publique sur la police, la sûreté et l'exploitation des voies ferrées d'intérêt général et d'intérêt local et le décret n° 58-1303 du 23 décembre 1958 modifiant diverses dispositions d'ordre pénal en vue d'instituer une cinquième classe de contraventions de police.

### UN ARRETE

● Abrogeant les dispositions d'un précédent arrêté relatif aux catégories d'étrangers auxquels la situation de l'emploi n'est pas opposable.

# ANNONCES

## code commercial

Un responsable administratif

## SNPAC







## Le conflit de la Manufacture de tapis et couvertures de Beauvais

### Plus personne n'y croit...

Les malheurs de la Manufacture — la plus ancienne de Beauvais — ont eu, sur le plan local, des répercussions considérables. Ils ont eu notamment pour effet de lancer une vive polémique

peys: Argentine, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Colombie, Costa-Rica, Chili, Danemark, Équateur, El Salvador, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Mexique, Nicaragua, Pays-Bas, Panama, Paraguay, Pérou, Royaume-Uni, République Dominicaine, République Fédérale d'Allemagne, Suède, Suisse, Trinité et Tobago, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.

## En Grande-Bretagne

### LES CHEFS D'ENTREPRISE SONT PESSIMISTES

Le produit national brut devrait baisser de 0,5 % cette année ; quant à la balance des paiements, son déficit devrait atteindre, malgré le pétrole de la mer du Nord, 2,5 à 3 milliards de livres cette année et 2,5 milliards l'année prochaine.

Enfin, les patrons britanniques prédisent que l'inflation atteindra

**Suppression, à partir du 6 août  
des montants compensatoires monétaires britanniques**

## IMMIGRÉS

## L'expulsion des travailleurs étrangers des foyers de la Sonagotra

**des loyers de la Sonacotra**

En exécution d'une décision du tribunal d'instance de Pontoise, une cinquantaine de travailleurs étrangers, localisés du foyer Sonacotra de Sannois (Val-d'Oise), sur un total de deux cents environ, ont été expulsés de l'établissement, le mercredi 1<sup>er</sup> août, au matin (nos dernières éditions du 2 août). Comme dans beaucoup de foyers de la Sonacotra, ces immigrés refusèrent de payer les loyers — qu'ils estiment abusifs — depuis plus de trois ans. Au cours de ces derniers

### Un contentieux vieux de plus de trois ans

Commentant l'opération de Sannois, la direction de la Sonacotra déclare que « dès 1976 elle avait accepté « la majeure partie des revendications » présentées dans un rapport élaboré par divers aménagements des règlements intérieurs : droit de visite vingt-quatre heures sur vingt-quatre sans différence de sexe, droit de se déplacer librement, sion, droit de passer des films, interdiction pour quiconque de pénétrer dans les chambres sans l'accord ou la présence du « locataire » ; droit de participer à la première fois par la Sonacotra qui, jusqu'à présent, a toujours parlé de « résidents » — affichage des chambres vides et attribution d'un numéro à chaque chambre ; plafonds du bar intégrés dans le budget d'animation, etc.

## FAITS ET CHIFFRES

— La Banque de France met en circulation, le 2 août, un nouveau billet de 100 francs à l'effigie du peintre Eugène Delacroix. Le nouveau billet circulera concurrentement à celui qui représente Corneille. Le remplacement s'opérera progressivement. Innovation, au recto figurent trois disques imprimés en relief et destinés à faciliter la reconnaissance du billet.

● *Le tribunal de commerce de*

Troyes a prononcé, le 30 juillet dernier, la liquidation de biens des établissements Sionvier S.A., entreprise de construction d'automobiles, et de la Société auxiliaire de matériel agricole. Cette décision a entraîné le licenciement des trois cent quatre-vingt-dix employés de ces deux sociétés. Il n'est pas exclu cependant qu'une société d'exploitation soit créée.

Bouches-du-Rhône, les « violences policières inadmissibles », qui ont eu lieu à cette occasion. « Deux dirigeants syndicaux, souligne le groupe parlementaire communiste, ont été molestés par la police, un autre, M. Bort, des C.R.S., a été blessé ». Bort, député communiste de Marseille, vient apporter son soutien aux travailleurs, « reçu des coups de la part des policiers ».

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ haia + haut		Rep. - au Dép.		Rep. - au Dép.		Rep. - au Dép.	
\$ N.-U. ....	4,2480	4,2515	- 25	5	- 45	5	- 85	0
\$ can. ....	1,9620	1,9650	- 25	5	- 45	5	- 85	0
Fr. (100). ..	1,9620	1,9650	+ 35	96	+ 140	+ 170	+ 425	+ 475
Dm. ....	2,3225	2,3285	+ 75	95	+ 180	190	+ 440	+ 490
DM. ....	2,1180	2,1245	+ 75	95	+ 55	+ 85	+ 120	+ 145
S. (100). ..	2,5635	2,5675	+ 130	210	+ 180	210	+ 440	+ 490
P. (100). ..	2,5635	2,5675	+ 130	210	+ 405	+ 440	+ 1790	+ 1810
F. L. (100). ..	5,1885	5,1945	- 190	140	- 620	- 340	- 1215	- 1160

5	100000	5,000	5,000	500	270	500	50	50
<b>TOTAL PER FIVE MONTHS</b>								

TAUX DES EURO-MONNAIES									
DM .....	6	63/8	61/16	62/16	61/4	65/8	65/8	71/4	
\$ E.-U. ....	4	45/16	10 11/16	13 7/16	10 7/8	11 1/4	11	11 5/16	
Florin .....	8	85/8	8 3/8	8 3/4	8 5/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	

**ACCORD ENTRE  
UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE  
ET LA HAUTE-VOLTA  
POUR LA FABRICATION  
D'ALCOOL DE MÉLASSE**

L'expérience proposée à la société Prodrial par la Haute-Volta a été appuyée par la direction du développement de la C.E.E. Elle sera en outre suivie avec attention par les pays voisins qui disposent de mélasses dont l'utilisation n'est pas encore définie. Parallèlement à cette industrie de l'alcool, les appareils de chauffage pourront être progressivement

La société Prodiat (Promotion

des usages industriels de l'alcool) est une S.A.R.L. créée par la Société financière d'expansion commerciale (S.F.E.C.), qui est sous le contrôle des étudiants de HEC. HEC Cayre, est aussi le directeur général de la Confédération des betteraviers français. Les autres actionnaires de Prodral sont la Compagnie Industrielle Franco-Algérienne (C.I.F.A.) et la S.O.R.A. (Société pour l'aménagement, le développement rural et agro-industriel). Cette dernière société, créée fin 1978 est spécialisée dans la promotion des exportations de complexes agro-alimentaires tropicaux et méditerranéens. Le groupe en fait participe à son capital par l'intermédiaire de filiales à hauteur

de 40. %.

● Deux mille cinq cents agriculteurs ont manifesté à Brest. — A l'appel de la FDSEA du Finistère (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles), du C.D.J.A. (Centre départemental des jeunes agriculteurs) et des salariés agricoles C.F.D.T., deux mille cinq cents agriculteurs ont défilé dans la soirée du 1<sup>er</sup> août dans les rues de Brest. Ils manifestaient ainsi leur soutien à six dirigeants syndicaux condamnés, le 26 juillet dernier, au titre de

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**AAA**

## Résultats 1979

M. Pierre Gousseland, chairman et Chief Executive Officer, a annoncé un bénéfice net de 41 millions de dollars, soit 1,62 dollar par action ordinaire pour le deuxième trimestre de 1979, contre 38 millions de dollars ou 0,88 dollar par action pour la période correspondante de 1978. Pour le premier trimestre de 1979, le bénéfice net s'était établi à 78,1 millions de dollars, soit 1,38 dollar par action, contre 75,2 millions de dollars, soit 1,28 dollar par action, pour le premier trimestre de la série A. ont été converties en 1979, 1,2 million de dollars de certificats par action tient compte de l'échange à trois pour deux des ac-

Une augmentation de  
et des prix dans une

domaines a porté le chiffre d'affaires à 763 millions de dollars contre 443 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 1978.

**Résultats du premier semestre.**

Le bénéfice net pour le premier semestre de 1979 s'est élevé à 187,6 millions de dollars, soit 3,61 dollars par action ordinaire contre respectivement 54,9 millions de dollars et 0,98 dollar pour la période correspondante de 1978. Le bénéfice d'exploitation a atteint

227,4 millions de dollars  
103,6 millions de dollars  
avant.

Le chiffre d'affaires pour le premier semestre s'est élevé à 1,3 milliard de dollars contre 778 millions de dollars pour la période correspondante de 1978.

---

**SIMCO**

Le montant des loyers émis par la société au cours du deuxième tri-

mestre de l'année 19  
24 915 071 F contre 22 8  
le deuxième trimestre

Ces montants ne tiennent pas compte des indemnités compen-







